

BILAN CORONA

204 NOUVEAUX CAS ET 7 DÉCÈS EN 24 HEURES

Page 16

ISSN : 1112-7449

MIDI



L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Libre

N° 4262 | Jeudi 20 mai 2021 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

PRÉSERVATION DE LA SÉCURITÉ DU PAYS

PLUSIEURS OPÉRATIONS MENÉES PAR L'ANP

Page 4

VIOL COLLECTIF DANS UN LOGEMENT DE FONCTION POUR ENSEIGNANTES

L'HORREUR À BORDJ BADJI-MOKHTAR !

Page 5



UNITÉ TERRITORIALE ET POPULAIRE NATIONALE

CHANEGRIHA APPELLE LES ALGÉRIENS À VEILLER À SA PRÉSERVATION

Page 3



ENDETTEMENT

DJERAD ÉCARTE LE RECOURS DE L'ALGÉRIE AU FMI

Page 4



4

hectares de céréales ravagés par les flammes dans la wilaya de Bouira.

55

heures de travail par semaine augmenterait le risque de mortalité.

147

grammes de cocaïne saisis par la BRI dans la wilaya d'Oran.

Mohamed Aida participe au championnat d'équitation en Italie

Le cavalier algérien Mohamed Aida représentera l'Algérie au championnat du monde d'endurance, prévu le 22 mai à San Rossore, dans la région de Pise en Italie. C'est ce qu'a appris l'APS auprès de la Fédération équestre algérienne (FEA). Le seul représentant algérien, Mohamed Aida, dans cette compétition, montant "Baikal El Milora", tentera de figurer parmi les meilleurs couples de cette course mythique. Mohamed Aida est un ancien jockey bien connu à Laghouat, il a d'ailleurs remporté plusieurs courses hippiques de même que de grands prix, il est issu d'une famille d'éleveurs de chevaux. Actuellement Mohamed Aida est sociétaire du club - Écurie Cheikh-El Maktoum - aux Émirats arabes unis dans la spécialité endurance, il a participé à plus de soixante (60) courses internationales lors desquelles il a remporté plusieurs podiums. Cette onzième édition du championnat du monde d'endurance en Italie regroupera pas moins de 90 couples de cavaliers et chevaux de 35 nations. Rappelons que les Championnats du



monde d'endurance "FEI 2020" ont été reportés à 2021, en raison de la pandémie du Covid-19

Reprise du transport ferroviaire de voyageurs Constantine - Alger



Le transport ferroviaire de voyageurs a repris dimanche dernier pour la desserte reliant Constantine à Alger en aller-retour.

C'est ce qu'a indiqué le directeur régional de la Société nationale du transport ferroviaire (SNTF), Abdelhamid Achouche. La liaison ferroviaire Constantine - Alger se fera à bord d'un train Coradia, a fait savoir l'Abdelhamid Achouche, précisant que "l'opération s'inscrit dans le cadre de la stratégie de la Société nationale du transport ferroviaire visant l'amélioration de la qualité du transport ferroviaire". La liaison ferroviaire Constantine

Alger, à l'arrêt depuis plus de 2 ans pour des raisons organisationnelles (existence d'une desserte Annaba - Alger), a repris en réponse aux multiples demandes formulées par les citoyens, a souligné la même source, rappelant que la "Société nationale du transport ferroviaire est considérée comme une entreprise citoyenne". Cette reprise permet d'assurer un seul voyage par jour en aller entre Constantine et Alger et le retour pour le lendemain d'Alger vers Constantine. Le train, doté de toutes les commodités nécessaires, marquera des haltes dans les gares de Sétif et de Bordj-Bou-Arréridj.

L'EHU d'Oran ouvre un atelier de confection de matelas pour malades

Une unité de confection de matelas et de couvertures pour les malades a été ouverte au niveau de l'EHU 1^{er}-Novembre 1954 d'Oran, a appris l'APS auprès de cet établissement de santé publique. La "capacité de production de cette unité est de 320 paires de matelas et de couvertures par jour en vue de répondre aux besoins des services hospitaliers de l'EHU et de l'hôpital de Hai-Nedjma spécialisé dans la prise en charge des malades du Covid-19 relevant du même établissement hospitalier", a souligné Belkaid Abdeldjelil, chef du service blanchisserie et entrepôt des vêtements de l'EHU 1^{er}-Novembre 1954. L'ouverture de cet atelier vient répondre aux besoins pressants des établissements durant la crise sanitaire du Covid-19, sachant que ces produits sont souvent acquis à des prix exorbitants. Dans ce contexte, la direction de l'EHU a recruté 5 couturières pour les besoins de l'atelier et a fait l'acquisition de 4 machines à coudre dans un premier temps, qui seront renforcées par d'autres équipements et couturiers pour couvrir les besoins des services hospitaliers. L'équipe confectionne actuellement environ 320 paires de couvertures et de matelas par jour



et pas moins de 250 oreillers, a précisé la même source, avant de relever que l'EHU cherche à élargir le champ de cet atelier en fournissant à l'avenir les produits à d'autres hôpitaux.

Mohamed Othman Abou Al Baraâ, représentant du Hamas

"La résistance palestinienne est prête pour une confrontation, ouverte, globale et de longue haleine avec les forces de l'entité sioniste."

D
I
X
I
t

750 mygales dans un... paquet cadeau

Les douaniers philippins ont eu la surprise, en ouvrant un paquet emballé dans du papier cadeau, de découvrir 757 mygales entassées dans des boîtes en plastique.

Cette saisie, dans un centre postal près de l'aéroport de Manille, est la dernière en date dans ce pays, qui est une source importante et un point de transit du trafic d'animaux exotiques. Le colis, en provenance de Pologne, a éveillé les soupçons des douaniers, qui ont trouvé à l'intérieur des paquets de biscuits, de céréales et de thé.

Un chimpanzé surfe avec aisance sur... Instagram

Sur une vidéo, postée sur les réseaux sociaux par Mike Holston, un militant américain de la cause animale, un chimpanzé surfe sur Instagram. Il "scrolle", ouvre des photos, les inspecte et revient en arrière pour en choisir d'autres, de préférence des images sur lesquelles apparaissent ses semblables.

Une vision surréaliste, et un peu contre-nature. Cette technique, le singe l'a apprise en regardant son seigneur se servir de l'application. Sur les réseaux sociaux, la vidéo a fait des millions de vues.

LÉGISLATIVES 2021

Coup d'envoi de la campagne électorale

La campagne électorale pour les législatives du 12 juin débutera aujourd'hui. Les candidats sont appelés à sillonner le pays et multiplier les actions pour convaincre les électeurs d'aller voter, mais surtout d'opérer le bon choix pour faire entendre leurs voix et participer à l'édification de la nouvelle Algérie.

PAR LAKHDARI BRAHIM

Près de 1.500 listes de candidature, dont plus de la moitié sont présentées par des indépendants, ont été approuvées par l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie) pour prendre part à ces législatives. Durant trois semaines, les candidats à la Chambre basse du Parlement devront déployer différents modes d'action : rassemblements, meetings et rencontres de sensibilisation, pour exhorter les Algériens à voter en faveur du candidat de leur choix. Selon le dernier numéro du *Journal officiel* paru le 16 mars 2021 et sur ordonnance du président de la République, il a été décidé de réduire le nombre de sièges au niveau de la chambre basse du Parlement de 462 à 407 sièges, soit 55 de moins. Les dix wilayas nouvellement créées auront droit, elles, à 3 sièges chacune au sein de l'APN. La compétition politique s'annonce très rude, eu égard à la kyrielle de listes partisans et surtout celles dites indépendantes. Les militants attendent la venue des chefs de leurs partis respectifs pour donner un coup d'accélérateur à la campagne, les indépendants, moins aiguisés à l'occasion, quant à eux auront fort à faire pour séduire, convaincre et réduire de l'avance des candidats des formations politiques.



1.483 listes en course vers l'APN

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie), Mohamed Charfi, a annoncé que "1.483 listes ont été acceptées sans réserve pour prendre part aux élections législatives prévues le 12 juin prochain dont 646 listes présentées au titre d'un parti politique et 837 listes indépendantes". M. Charfi a récemment précisé que "l'Anie a réceptionné 4.900 listes ayant exprimé leur intention de prendre part aux législatives du 12 juin prochain et ayant retiré les formulaires de candidature". Et seulement 2.490 ont été déposées dont 1.237 présentées au titre d'un parti politique et 1.253 listes indépendantes sur un nombre total était de 25.416, dont 12.854 dossiers déposés par des partis politiques et 12.562 dossiers déposés par des indépendants.

Des listes admises sans réserve, d'autres rejetées

1.483 listes ont été acceptées "sans réserve" pour prendre part aux élections législatives dont nombre de listes acceptées mais qui incluent en

leur sein un candidat rejeté a atteint 898 listes.

A signaler qu'entre autres causes de rejet, il y a la condition d'âge (89 listes rejetées), la non inscription sur les listes électorales (129 candidats), ainsi que la situation vis-à-vis de l'administration fiscale (72 cas) et du Service national (62 cas), la présence de plus de deux personnes sur une même liste ayant des liens de parenté (7 cas) et l'occupation d'une fonction ne permettant pas de se porter candidat (3 cas). Outre des cas de figures cités dans la loi électorales, il y a eu rejet des listes de candidature dont les candidats étaient liées aux milieux suspects de l'argent et des affaires (1.199 listes rejetées), aux personnes condamnées à des peines privatives de liberté (281 listes) et au manque de documents requis (410 listes).

Pour ce qui est des dossiers rejetés définitivement, l'Autorité a comptabilisé à dimanche midi 297 listes. Les causes du rejet sont liées au non-respect de l'âge (47 cas), du niveau universitaire (6 cas) du nombre de formulaires (162 cas) en sus du non-respect de la parité.

L. B.

Un budget de 8,8 milliards de dinars alloué

Les Algériens sont appelés aux urnes le 12 juin prochain pour élire les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) dans le cadre des législatives anticipées décidées par le Président Abdelmadjid Tebboune.

La campagne électorale va commencer officiellement ce jeudi 20 mai pour s'achever le 8 juin.

Le 9 mai, l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie) a indiqué que 1.483 listes ont été acceptées sans réserve pour prendre part aux élections législatives dont 646 listes présentées au titre d'un parti politique et 837 listes indépendantes.

La part du lion au ministère de l'Intérieur

Pour organiser cette élection, le Président Tebboune a dégagé une enveloppe conséquente de 8,8 milliards de dinars, soit près de 64 millions de dollars.

"Il est ouvert, sur 2021, un crédit de huit milliards huit cent millions de dinars (8.800.000.000 DA), applicable aux budgets de fonctionnement des ministères des Affaires étrangères, de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, de la Justice et de la Communication, et aux chapitres énumérés à l'état annexé au présent

décret", indique un décret présidentiel portant création de chapitres et transfert de crédits au budget de l'État, publié ce mardi au Journal officiel.

Dans le détail, le ministère des Affaires étrangères a eu une enveloppe de 670 millions de dinars, celui de l'Intérieur 7,195 milliards de dinars, la Communication a obtenu la somme de 785 millions de dinars et la Justice 150 millions de dinars.

Cet argent est destiné à prendre en charge les dépenses liées à la préparation et à l'organisation des élections législatives 2021.

R. N.

UNITÉ TERRITORIALE ET
POPULAIRE NATIONALE

Chanegriha appelle les Algériens à veiller à sa préservation

Le général de corps d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, a appelé les Algériens à faire "preuve d'extrême vigilance et d'un sens patriotique élevé, et à veiller à la préservation de l'unité territoriale et populaire nationale, à l'aune des conséquences qu'imposent les événements actuels sur les plans régional et international, indique mercredi un communiqué du ministère de la Défense nationale".

Notre pays traverse "aujourd'hui une phase cruciale de son histoire contemporaine, induite par les événements enregistrés aux plans régional et international, ce qui exige de la part des enfants libres de l'Algérie, dévoués et fidèles à l'État national fédérateur, instauré par la glorieuse révolution de libération et dont les repères ont été tracés par la proclamation du 1^{er} Novembre, une veille sans faille, un sens du patriotisme plus élevé et de veiller à la préservation de l'unité nationale, territoriale et populaire, à laquelle nous devons tous nous attacher, en l'estimant, en notre âme et conscience, à sa juste valeur, et en la défendant farouchement", a précisé le général de corps d'armée, lors d'une visite de travail et d'inspection entamée mercredi à la 2^e région militaire à Oran.

Il a indiqué avoir saisi cette occasion pour "mettre en garde les aventuriers, quel que soit leur obédience ou leur courant idéologique, contre toute tentative de porter atteinte à l'unité nationale". Nous leur "rappelons qu'au sein de l'ANP, nous ferons face, avec fermeté et vigueur, à quiconque songe à mettre en péril les constantes de la Nation et nous œuvrerons, sans relâche, à mettre à nu leurs abjects desseins devant l'opinion publique nationale et internationale, car nous sommes fermement convaincus que l'unité nationale est le phare qui éclaire notre voie et qui renforce notre volonté dans les crises et l'adversité, et qui est aussi le garant de l'édification d'une Algérie nouvelle, forte, unie, développée, fidèle aux valeurs et nobles idéaux de nos vaillants aïeux, et apte à affirmer sa présence dans un monde, plein de défis et impitoyable à l'égard des plus faibles", a ajouté Chanegriha, dont la visite s'inscrit dans le cadre des visites d'inspection périodique aux différentes régions militaires.

Le général de corps d'armée, qui a tenu une réunion d'orientation avec les cadres et personnels de la Région, a invité les participants à se remémorer les événements tragiques du 8 Mai 1945, "qui étaient une étape cruciale qui a impacté le cours des événements".

Dans ce "contexte précisement, je voudrais que nous nous remémorions un événement national éternel, à savoir les massacres du 8 Mai 1945, dont nous avons célébré cette année le 76^e anniversaire, un événement que le président de la République, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, a institué l'année passée journée nationale de la Mémoire", a-t-il dit.

Il est évident que cette journée mémorable a été "une étape cruciale de par l'impact qu'elle a eu sur le cours des événements", a-t-il souligné, rappelant que "la première étincelle de la glorieuse révolution de libération a été un des résultats de ce terrible génocide colonial, qui a dévoilé la haine viscérale que la France colonialiste vouait au peuple algérien et qui a fait plus de 45.000 martyrs".

A l'issue de la rencontre, le général de corps d'armée a écouté les interventions des cadres et personnels de la région "qui ont affiché leur engagement immuable à relever tous les défis pour la défense de la sécurité et de la stabilité du pays, ainsi que pour la sauvegarde de la souveraineté nationale".

Auparavant et après la cérémonie d'accueil au sein de la région, le général de corps d'armée Saïd Chanegriha, accompagné du général-major Djamel Hadj-Laoussi, commandant de la 2^e région militaire, a observé une minute de recueillement à la mémoire du moudjahid Boudjenane Ahmed dit Si Abbès, à l'entrée du siège de commandement de la région qui porte son nom, et déposé une gerbe de fleurs devant sa stèle commémorative, avant de réciter la "Fatiha" sur son âme et celle des vaillants chouhada.

R. N.

PRÉSERVATION
DE LA SÉCURITÉ DU PAYS

Plusieurs opérations menées par l'ANP

Des détachements et des unités de l'Armée nationale populaire (ANP) ont mené, durant la période du 11 au 18 mai, plusieurs opérations dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, la criminalité, la contrebande et l'émigration clandestine, témoignant de "l'engagement infaillible de nos Forces armées à préserver la quiétude et la sécurité dans notre pays", indique un bilan opérationnel de l'ANP rendu public hier.

Ainsi, "dans le cadre de la lutte anti-terroriste et suite à l'opération menée par un détachement de l'Armée nationale populaire, le 6 mai 2021 à Djebel Echaoun, commune de Derag, wilaya de Médéa, ayant permis l'élimination d'un (1) terroriste et la récupération d'un (1) pistolet-mitrailleur de type Kalachnikov et une quantité de munitions, l'opération d'identification à permis d'établir qu'il s'agit du criminel Boursas Okba, qui avait rallié les groupes terroristes en 2015", précise la même source.

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotraffic dans le pays, des détachements de l'ANP et les services de la Gendarmerie nationale et des Gardes-frontières "ont arrêté au niveau des territoires des 2^e et 3^e Régions militaires, 2 narcotrafiquants et saisi 8 quintaux et 56,41 kilogrammes de kif traité que les bandes criminelles ont tenté d'introduire à travers les frontières avec le Maroc," alors que des détachements combinés de l'ANP "ont intercepté, 19 autres narcotrafiquants et saisi 24.487 comprimés psychotropes dans diverses opérations menées dans les autres Régions militaires".

Par ailleurs, des détachements de l'ANP "ont arrêté à Tamanrasset, In Guezzam, Bordj-Badji-Mokhtar, Djanet et In-Amenas, 147 individus et saisi 18 véhicules, 165 groupes électrogènes, 151 marteaux-piqueurs, 7 détecteurs de métaux, des outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, ainsi que 920 sacs de mélange d'or brut et de pierres", tandis que "3 autres individus ont été arrêtés et 18 fusils de chasse ont été saisis lors d'opérations distinctes menées à Tébessa et Batna".

De même, les gardes-frontières "ont déjoué des tentatives de contrebande de grandes quantités de carburants s'élevant à 14.699 litres à Tébessa, El-Tarf, Souk-Ahras, Tindouf et Bordj-Badji-Mokhtar", ajoute le bilan.

Dans un autre contexte, les gardes-côtes "ont mis en échec des tentatives d'émigration clandestine de 97 individus, dont quatre émigrants de nationalité marocaine, qui étaient à bord d'embarcations de construction artisanale à Oran, Tlemcen, Chlef, Alger et El-Tarf, alors que 42 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à Naâma, Tlemcen et Béchar", conclut la même source.

R. N.

LFC 2021, AUGMENTATION DU MONTANT DE LA DÉPENSE PUBLIQUE

"Disproportionnée" selon Mahfoud Kaoubi

La rationalisation de la dépense publique est devenue aujourd'hui une exigence pour ne pas se retrouver avec deux lois de finances en une année, estime Mahfoud Kaoubi, analyste économique et financier.

Invité, hier, de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio algérienne.

PAR CHAHINE ASTOUATI

Mahmoud Kaoubi indique que "depuis une dizaine d'années, on a pris l'habitude d'avoir deux lois de finances, alors que le principe une loi de finances complémentaire (LFC) n'intervient qu'à titre exceptionnel".

On élabore une LFC "quand il y a des événements qui ne sont pas prévus ou quand il y a un changement de cap ou de décision importante en matière de politique économique qui nécessite une confection d'une loi de finance complémentaire", explique-t-il. Selon lui, nos "institutions, chargées de la gestion des finances publiques, ont pris cette habitude d'arborer deux lois de finances. Malheureusement 2021 ne déroge pas aux années antérieures, en révélant que le projet de LFC 2021 augmente la dépense publique d'un montant de 530 milliards de dinars pour atteindre un mon-



tant de 8 630 milliard de dinar. Chose qui est disproportionnée par rapport au niveau des recettes", précise-t-il. Le déficit budgétaire se creuse, ajoute l'invité en affirmant qu'on est pratiquement à 20 % par rapport au déficit du trésor public. "Comment on financera tout cela devant une administration qui est dépensière", s'interroge-t-il. Mahfoud Kaoubi explique que "le principe c'est que le gouvernement fixe ses objectifs et établit un programme, qui s'étale sur les différents secteurs de l'activité, que se soit économique ou administrative".

La loi de finances est un instrument annuel. La prévision devrait donc s'étaler sur une année. "Changer de cap et réévaluer, suppose que, soit les programmes

n'ont pas été cernés d'une manière précise, soit l'évaluation n'a pas été faite d'une manière précise", explique-t-il.

Pour éviter ce genre d'erreurs, l'analyste financier propose de développer d'avantage les méthodes et les instruments d'évaluation. "Ce qui va nous permettre d'être plus précis et le plus proche dans nos estimations", ajoute l'invité.

D'ailleurs, argumente-t-il, les "différentes réformes annoncées ont toujours insisté sur la nécessité d'introduire de nouvelles méthodes telles, la rationalisation du choix budgétaire ou la gestion par objectifs".

C. A.

REDEVANCE HYDROCARBURES

Les modalités d'octroi des taux réduits définies par la loi

PAR RIAD EL HADI

Les modalités d'octroi des taux réduits de la redevance hydrocarbures et de l'impôt sur le revenu des hydrocarbures sont désormais définies par la loi.

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, vient de signer un décret dans ce sens, publié dans le Journal officiel. L'octroi des taux réduits peut concerner la redevance hydrocarbures et/ou l'impôt sur le revenu des hydrocarbures.

L'octroi des taux réduits s'effectue sur la base de l'appréciation de la rentabilité économique du projet. La rentabilité économique d'un projet est considérée raisonnable lorsque les revenus provenant des

quantités d'hydrocarbures extraites du périmètre d'exploitation et commercialisées permettent de couvrir l'ensemble des coûts rattachés audit périmètre d'exploitation, de s'acquitter de la fiscalité due et de dégager un bénéfice net.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de promotion du domaine minier hydrocarbures algérien, l'agence nationale pour la valorisation des hydrocarbures (ALNAFT) peut initier le processus d'octroi des taux réduits de la redevance hydrocarbures et/ou de l'impôt sur le revenu des hydrocarbures, au profit de l'entreprise nationale ou des parties contractantes, lors de l'octroi d'une concession amont ou d'un acte

d'attribution pour la conclusion d'un contrat d'hydrocarbures, pour l'exercice des activités de recherche et d'exploitation des hydrocarbures sur un périmètre. Sur la base d'une évaluation économique du projet, ALNAFT propose les niveaux des taux réduits de la redevance hydrocarbures et/ou de l'impôt sur le revenu des hydrocarbures.

Le bénéfice des taux réduits de la redevance hydrocarbures et/ou de l'impôt sur le revenu des hydrocarbures peut, également, être sollicité par l'entreprise nationale ou les parties contractantes, lors de la soumission du plan de développement ou sa révision à ALNAFT, pour approbation.

R. E.

ENDETTEMENT

Djerad écarte le recours de l'Algérie au FMI

Avec la crise économique que vit l'Algérie et l'amenuisement progressif des réserves de change, de nombreux experts estiment que le recours à l'endettement extérieur sera incontournable au vu des hiatus budgétaires qui existent entre les revenus du pays et ses dépenses incompressibles.

Le Premier ministre, qui participait hier à la célébration de la Journée nationale de

l'étudiant, a évoqué la question de l'endettement, ce qui est en soi une indication, mais dans le même temps il exclut le recours de l'Algérie aux services du FMI, estimant qu'il en va "de la sauvegarde de la souveraineté du pays".

"Le défi de la phase actuelle est la protection de la souveraineté de notre décision", réitère-t-il en rappelant à ce propos que "beaucoup de pays ont perdu leur souve-

raineté, se sont effondrés, ce que l'Algérie ne saurait accepter".

Parlant de l'université dans une prise de parole à l'université Alger 3, Abdelaziz Djerad soutient que "l'université doit être le fer de lance de la reconstruction de l'Algérie", invitant les étudiants "à s'impliquer dans la politique et à défendre leurs idées".

R. N.

VIOL COLLECTIF DANS UN LOGEMENT DE FONCTION POUR ENSEIGNANTES

Nuit d'horreur à Bordj-Badji-Mokhtar

Des enseignantes ont été violées par un groupe d'individus, dans la nuit du lundi à mardi 18 mai 2021, à Bordj-Badji-Mokhtar, a alerté, avant-hier, le Syndicat algérien des travailleurs de l'Éducation (Sate), dans un communiqué largement relayé, en début de soirée, sur les réseaux sociaux.

PAR KAHINA HAMMOUDI

Grâce à ce communiqué on en sait un peu plus sur l'agression lâche subie par une dizaine d'enseignantes exerçant dans un établissement de Bordj-Badji-Mokhtar dans l'extrême sud de l'Algérie. Dans un communiqué publié mardi 18 mai, le Syndicat algérien des travailleurs de l'Éducation (Sate) explique que l'"acte barbare commis contre des institutrices a eu lieu dans la nuit de lundi à mardi dans leur lieu de résidence au sein de l'établissement scolaire (lycée) où elles exercent". Elles auraient été attaquées vers 2h du matin par un groupe d'individus munis d'armes blanches. "Le supplice de ces enseignantes a duré deux heures, durant lesquelles, poursuit le Sate, des objets leur appartenant leur ont été subtilisés, dont des PC portables, des téléphones et de l'argent en liquide". Le plus dramatique dans cette affaire est que les agresseurs ont commis leur acte abject sous les regards horrifiés du nourrisson de l'une d'entre elles, cela sans une once de compassion. Le Sate informe que les "institutrices ont été admises à l'hôpital de la ville dans un état psychologique catastrophique, certaines d'entre elles ont été blessées".

Colère des syndicats

Plus préoccupant encore, cette agression "lâche et inhumaine" est la quatrième du genre à viser le nouveau lycée numéro 10. Plus tôt ce mercredi, le coordinateur du Syndicat national des professeurs de

l'enseignement secondaire et technique (Snapest), Meziane Meriane, écrivait sur Facebook : "Des enseignantes agressées et violées à Bordj-Badji-Mokhtar dans leurs logements de fonction, deux d'entre elles ont été poignardées et se trouvent à l'hôpital", avant de lancer un appel "aux autorités locales et à la direction de l'Éducation afin de protéger les jeunes enseignantes qui se sont déplacées au fin fond de l'Algérie pour enseigner et accomplir ce travail si noble".

Nous "suivons avec une attention particulière cet acte ignoble", a conclu le syndicaliste. Meziane Meriane explique que les "enseignantes agressées ont déjà fait part à leur tutelle de menaces et de tentatives d'agressions. Après cette agression, c'est le branle-bas de combat au sein des états-majors des syndicats de l'Éducation". Le Conseil national des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Cnapest) a convoqué une réunion d'urgence sur cette "affaire grave" selon Messaoud Boudiba joint par TSA.

"Agresser des enseignantes à l'intérieur de leur lieu de résidence est une affaire très grave et démontre l'absence de sécurité pour les enseignants", a dénoncé le syndicaliste. La cour d'Adrar a annoncé, hier mercredi, l'arrestation de deux suspects qui seraient impliqués dans l'agression sauvage dont ont été victimes des enseignantes.

Les victimes ont été transférées vers l'hôpital d'Adrar pour un suivi médical, alors que le corps de l'enseignement est en pleine ébullition, suite à cette ignoble agression. Les cours pédagogiques sont suspendus et les syndicats brandissent la menace d'un boycott général des examens de fin d'année.

Cette énième agression contre les femmes nous rappelle la triste affaire des femmes martyrisées de Hassi-Messaoud. Les faits remontent à 2001 où lors du prêche d du vendredi 13 juillet, l'imam, qualifié d'"intégriste" par plusieurs médias, s'en est pris à la présence de femmes venues des régions du Nord-Ouest travailler dans les compagnies pétrolières. Il les accuse de comportements "immoraux", appelant à

un "djihad contre le diable afin de chasser ces femmes fornicatrices". Selon lui, des femmes vivant seules, sans aucun "wali" (homme gardien de la tradition), ne peuvent être que des "prostituées".

Dans la nuit du 13 au 14 juillet, vers 22h, une meute de 300 hommes environ prend la direction du bidonville El-Haïcha où résident ces femmes employées comme femmes de ménage, cuisinières ou secrétaires. Pendant 5 heures, une quarantaine de femmes sont rouées de coups, violées, mutilées et traînées nues dans la rue. Leurs maisons sont pillées et pour certaines, brûlées. Certains des agresseurs portaient des armes blanches. La police n'arrivera sur place que vers 3 h du matin.

Les agressions se répéteront la nuit suivante, puis le 16 juillet dans d'autres quartiers de la ville. Le 17, puis les 23 et 24, les violences s'étendirent à la ville de Tébessa, plus au Nord, où des commerces détenus par des femmes seules furent vandalisés. Plusieurs dizaines de femmes furent hospitalisées, dont 6 dans un état sérieux. 95 femmes et enfants trouvèrent refuge dans l'auberge de jeunesse. D'autres s'enfuirent dans des taxis providentiels vers leur région d'origine. 3 des jeunes femmes violées étaient vierges au moment des faits. Le journal *La Tribune* parle, à l'époque, de 4 à 6 décès, ce que les autorités ont réfuté. Des témoins disent pourtant avoir vu les corps de plusieurs femmes. En août 2001, l'association SOS Femmes en détresse parle d'1 femme décédée à la suite de son agression, et de 3 encore hospitalisées. Jeanine Belkhouja fait partie de celles qui soignèrent les femmes ayant subi ces violences sans nom.

Après les lynchages de 2001, les violences se poursuivent en 2010 où d'autres femmes vivant seules ou célibataires sont agressées chez elles de nuit. Il ne fait pas bon d'être femme en Algérie en cette triste époque et avec le retour des hyènes qui profitent de l'obscurité pour s'en prendre à plus faible que soi tout en étant presque sûr de l'impunité puisque la femme ne peut être que coupable, du fait même d'exister.

K. H.

VOITURE ÉLECTRIQUE

Chitour prévoit une généralisation à l'horizon 2030

Crise oblige, la remise en circulation de véhicules très anciens explique le vieillissement inéluctable du parc, mais les Algériens à l'instar des citoyens du reste du monde ont pu rouler à bon compte. Conscient que le transport est une pierre d'achoppement importante dans la réussite, les gouvernements de plusieurs pays s'en sont servi, en général avec l'objectif déclaré d'améliorer la protection de l'environnement, mais aussi souvent pour réactiver la croissance économique et soutenir l'industrie automobile. Il s'agit d'un challenge de taille. A cet effet, les constructeurs consacrent des investissements considérables au perfectionnement de la technologie des moteurs et à la réduction de la consommation de carburant. Les pouvoirs publics se sont efforcés de généraliser et d'accélérer ces progrès, surtout par la réglementation des émissions, et récemment par le biais d'accords volontaires avec l'industrie visant les rejets de CO2. Cependant, leurs effets ne se feront pas sentir dans l'immédiat, car le renouvellement du parc automobile prend du temps, une décennie, en moyenne. Afin de ne pas rester en retrait total par rapport à cette révolution de la mobilité qui se prépare, l'Algérie s'appête elle aussi à être de la partie. C'est ce qu'a indiqué le ministre de la Transition énergétique et des Énergies renouvelables, Chems-Eddine Chitour, en marge de la Journée de l'Énergie. En effet, l'Algérie se prépare à l'utilisation généralisée de la voiture électrique qui devrait connaître un grand essor durant la prochaine décennie. Dans une déclaration à la presse, Chitour a précisé que l'Algérie "entend généraliser progressivement les voitures électriques d'ici à 2030 afin de réduire l'utilisation du carburant", prévoyant de "commencer par l'acquisition de 5.000 voitures électriques et l'installation de stations de recharge de ce type de véhicules", explique-t-il. "Nous allons commencer par l'acquisition de 5.000 voitures électriques et l'installation de stations de recharge de ce type de véhicules." Déclare-t-il. En outre, le ministre a précisé que "le rechargement des voitures électriques coûte cinq fois moins cher que le plein des voitures fonctionnant au carburant". Chitour a, également, insisté sur la nécessité de sensibiliser la société à l'importance de se tourner vers les voitures électriques. Par ailleurs, il est à noter que le ministère de l'Industrie suivait ce dossier. Ainsi, les voitures électriques remplaceront progressivement les voitures essence et diesel, a souligné le ministre.

I. A.

RÉVISION DES STATUTS DES TRAVAILLEURS DE L'ÉDUCATION

Les propositions des syndicats seront examinées

PAR RACIM NIDAL

Les propositions des syndicats seront examinées en vue de trouver les mécanismes d'une révision des statuts de "manière consensuelle", a indiqué Mohamed Ouadjaout, ministre de l'Éducation nationale.

"Le ministère est ouvert à tous les concepts et les propositions formulées par les syndicats en vue de trouver les modalités et les mécanismes permettant la révision des statuts de manière consensuelle", selon un communiqué du ministère publié au terme des séances de travail bilatérales avec les sections syndicales lors des deux derniers jours.

"Le ministère n'a ménagé aucun effort pour prendre en charge les préoccupations soulevées par les partenaires sociaux dans

le cadre de ses prérogatives et de la législation en vigueur par la prise d'une série de mesures, entre autres, l'installation des comités et des cellules de prise en charge des dossiers sociaux", a précisé le ministre, rappelant "la création d'une commission mobile pour s'enquérir des modalités de gestion au niveau des directions locales de l'Éducation, accompagner les responsables pour améliorer leur performance et résoudre les problèmes autant que faire se peut".

Il a également mis en avant "la prise en charge des diplômés des écoles normales supérieures, l'adoption de la promotion à titre de concours professionnels, ainsi que l'intégration des personnels recrutés dans le cadre des contrats pré-emploi et de l'insertion sociale, et l'organisation des élections de renouvellement des mandats

des comités de wilaya et de la commission nationale des œuvres sociales".

De même qu'il a évoqué la prise en charge par la tutelle des diplômés des ENS, l'adoption de la promotion par voie d'examens professionnels et des listes d'habilitation aux différents grades, la prise en charge de l'insertion des contrats de pré-emploi, l'organisation d'élections de renouvellement des commissions de wilayas et de la Commission nationale des œuvres sociales (CNOS).

Le ministre s'est dit, par ailleurs, confiant en "la conscience" des partenaires sociaux, qui permettrait de parvenir à un accord garantissant la stabilité du secteur.

M. Ouadjaout n'a pas manqué de faire part de sa bonne intention de traiter les préoccupations soulevées dans un cadre légal et en fonction des ressources financières dis-

ponibles, affichant sa détermination à poursuivre le dialogue avec les partenaires sans distinction ni exclusion aucune.

La rencontre du 1^{er} jour a regroupé les membres du Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur tertiaire de l'Éducation "Cnapest", de l'Union nationale du personnel de l'éducation (UNPE) affiliée à l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), et du Syndicat national des travailleurs de l'Éducation (SNTE).

Cette rencontre intervient également dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, dans le but d'améliorer la situation socio-professionnelle des affiliés au secteur et de réviser les statuts de l'enseignant.

R. N.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TISSEMSILT
DAIRA DE LARDJEM
COMMUNE DE LARDJEM
NIF : 4190020003802801005
N°: 12/2021

Annonce d'attribution provisoire

En application de l'article 65 du décret présidentiel N°: 247/15 du 16/09/2015 modifié et complété qui régit les marchés publics, la commune de LARDJEM annonce à tous les soumissionnaires, les résultats de l'annonce **AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N°:07** en date le 30/03/2021 publiée aux journaux suivants:

ELRAID (EN ARABE) Sur 30/03/2021

Midi Libre (EN FRANÇAIS) SUR :30/03/2021

BOMOP (EN ARABE, EN FRANÇAIS) SEMAINE DU 04/04/2021 AU 10/04/2021

Après l'étude des offres par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres (d'évaluation des offres) en date le : 19/04/2021

Les projets a été confié provisoirement aux entreprises suivantes:

DESIGNATION DES LOTS	ENTREPRISE DE REALISATION	LA NOTE TECHNIQUE	MONTANT DE L'OFFRE EN TTC	MONTANT CORRIGE EN TTC	DELAI DE REALISATION	NIF	OBS
STABILISATION DE LA PISTE RELIANT CCN° 01 ET DOUAR KOUACEM VERS LGHROUBATE (LGULAIL) SUR 1500 ML	MOSBAH ABDELKADER	52.66	17, 080, 300,00	//	06 MOIS	158380600109181	QUALIFIE TECHNIQUEMENT OFFRE FINANCIERE LE MOINS DISANT
STABILISATION DE LA PISTE RELIANT CCN° 01 ET DOUAR KOUACEM VERS KASAR SUR 1200 ML	HAMOUM MOHAMED	73.33	15, 122, 660,00	//	06 MOIS	142380601090184	QUALIFIE TECHNIQUEMENT OFFRE FINANCIERE LE MOINS DISANT

Pour les soumissionnaires intéressés pour prendre connaissances des résultats détaillées de l'évaluation de leurs offres techniques et financières, sont invités de se rapprocher de nos services au plus tard (03) jours à compter de la première parution de l'attribution provisoire dans les journaux quotidiens ou le BOMOP, le recours est introduit dans les dix (10) jours à compter de la première parution de l'avis d'attribution provisoire, Si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable suivant, les soumissionnaires qui contestent le choix opéré pour le service contractant introduire les recours, devant la commission communale des marchés.

Midi Libre n° 4262 - Jeudi 20 mai 2021 - Anep 2116 009 120

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME ET DE VILLE
DIRECTION DE L'URBANISME DE L'ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION
DE LA WILAYA DE Blida

(NIF : 41402400009118)

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHES

Conformément aux dispositions de l'article 65 alinéa 2 du décret présidentiel n°15/247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public et suite à l'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales n° 04/2021 paru aux quotidiens :

- Midi libre le: 28/01/2021
- الديار le: 28/01/2021

Le jugement des offres relatif à la réalisation des travaux d'amélioration urbaine pour 02 sites à la commune de Boufarik Wilaya de Blida : Aménagement et revêtement :

- Lot n° 01 Sidi Aid
- Lot n° 02 : Hai Mahi

a donné le résultat suivant :

N° lots	Sites	Entreprise retenue	NIF	Note tech	Montant de l'offre (DA/TTC)	Délai
1	LOT 01 : cite Sidi Aid	EGHTH GHEBACHE NABIL	185191600623167	62,77 pts	52 619 301,00	15 mois
2	LOT 02 : Cité Mahi	ETB SILMI FOUAD	182090200138198	57,50 pts	9 922 220,00	21 Jours

Les soumissionnaires peuvent se rapprocher des services de la DUAC au plus tard trois (03) jours à compter de la première publication du présent avis d'attribution provisoire pour prendre connaissance des résultats détaillées de l'évaluation de leurs offres techniques et financières et peuvent introduire leurs recours dans un délai de dix (10) jours à compter de la première publication du présent avis d'attribution provisoire auprès de la commission des marchés de la wilaya conformément à article 82 du décret susvisé.

Midi Libre n° 4262 - Jeudi 20 mai 2021 - Anep 2116 009 264

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MEDEA

DIRECTION DE LA SANTE ET DE LA POPULATION

Numéro fiscale : 09.62.160.19.05.09.21

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE L'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMAL N° 06/DSP/2020

Conformément aux dispositions de l'article 72 du décret présidentiel n° 15-247 du 16-09-2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, la Direction de la Santé et de la Population de la Wilaya de Médéa publie les résultats de l'Appel d'offre ouvert avec exigence de capacité minimales n° 06/DSP/2020, portant : Etude, Suivi et Réhabilitation des structures hospitalières à travers la wilaya de Médéa (Lot N° 01 Médéa, Lot N° 02 Ksar el Boukhari, Lot N° 03 Berrouaghia, Lot N° 04 Ain Boucif, Lot N° 05 Beni Slimane paru le 15/10/2020 dans le quotidien midi libre en langue étrangère et le 18/10/2020 dans le quotidien al djazair en langue arabe. La date limite de dépôt des offres est fixée le 24/10/2020.

La procédure d'évaluation et d'analyse des offres ont donné lieu de retenir les offres suivantes :

lot	ETB retenues	Montant offre en TTC (avant et après correction)	Note (/100)	Délais de réalisation	Observation
Lot n°1 EPH Médéa	Val construction (CHEBLI younes) N° d'identification fiscale 198026010216051	Avant correction 81.293.598.40 DA	67	3 mois	offre unique qualifié techniquement
		Après correction 84.735.330.40 DA			
Lot n°2 EPH Kasr el boukhari	Best art construction (HADRI Omar) N° d'identification fiscale 198126010263533	Avant correction 21.674.422.00 DA	74.33	3 mois	offre moins disant
		Après correction 20.139.322.00 DA			
Lot n°3 EPH Berrouaghia	Aucune offre qualifier				
Lot n°4 EPH Ain Boucif	MAAROUF Khaled N° d'identification fiscale 198426460005529	Avant correction 17 487 094.63 DA	70.17	3 mois	offre moins disant
		Après correction 17 294 314.63 DA			
Lot n°5 EPH Beni Slimane	Aucune offre qualifier techniquement				

Tout Soumissionnaire Contestant le Choix Opéré par la commission d'évaluation des offres, peut introduire un recours dans les 10 jours qui suivent la date de la publication auprès de la commission des marchés publics de la wilaya de Médéa.

Midi Libre n° 4262 - Jeudi 20 mai 2021 - Anep 2116 009 119

MIDI

Qualité nationale d'information



L'INFO, RIEN QUE L'INFO

MIDI

CULTURE

Idir le tien, le mien, le nôtre

Le monde arabe est mort, assassiné et suicidé à la fois, seul reste son chant poétique, celui de la perte d'un royaume où la renaissance et l'espoir ont été piétinés, détruits pour des décennies, où la lune a été masquée par le tamis qui n'a pas su la protéger de la poussière des empires.



TOURISTE

Un nouveau film russe qui dérange

Touriste est un film avec des intrigues politiques, de l'action, et parle de la lutte contre les terroristes - même s'ils ne menacent ni votre maison ni même votre pays.



Idir le tien, le mien, le nôtre

Le monde arabe est mort, assassiné et suicidé à la fois, seul reste son chant poétique, celui de la perte d'un royaume où la renaissance et l'espoir ont été piétinés, détruits pour des décennies, où la lune a été masquée par le tamis qui n'a pas su la protéger de la poussière des empires.

CONTRIBUTION
DE MYRIAM KENDSI

Il est des personnages qui vous traversent de leur grâce quelle que soit votre langue. Je suis née dans ce pays pluriel mais du côté de la mer, d'Ahmed Wahbi et de Khaled et je vis avec les Beatles, Brel, Oum Kaltoum, La Callas et Mozart. J'ai découvert Idir à Oran durant les vacances estivales. A vava inouva battait son plein sur la radio et quelques fois il arrivait qu'on l'entende sur les ondes de France Inter. C'était le temps de la gauche sur les campus, le tiers-mondisme et l'espoir d'un nouveau monde à venir. Idir me rappelait mes vacances au pays, et bien que je ne sois pas Kabyle, il me parlait, il me berçait dans les moments de douleur, me faisait danser dans les moments de joie. Le premier concert auquel j'ai emmené mon fils c'était celui



d'Idir, Naïm avait alors trois ans et il a dansé jusqu'à l'aube. Adolescent lorsque j'entendais son CD dans sa chambre, c'est qu'il cherchait son enfance pour effacer la tristesse. Lorsqu'il a quitté la maison, il me l'a emprunté son premier disque "en lousdê", celui où il y a *Isefra*, *Ssendu*, *zwit rwit*...

Idir, une part de soi

J'ai offert son vinyl, le deuxième album blanc, après celui des Beatles * à ma fille qui, en voyage à Bali, avait entendu A vava inouva sur la plage où elle déjeunait et s'était empressée d'enregistrer pour me l'envoyer

via son téléphone. Entre temps, les USA et leurs alliés occidentaux ont déclenché la guerre contre l'Irak et d'autres orages de pierres ont suivi, et pour le moment rien dans ces pays pour relever l'espoir et la pluie ne lavera pas les sols souillés de cette région du monde. La mort s'est étendue sur les ventres et le temps élargit la plaie avec des médias qui déploient leurs mensonges, chaque jour que Dieu fait. Le monde arabe est mort, assassiné et suicidé à la fois, seul reste son chant poétique, celui de la perte d'un royaume où la renaissance et l'espoir ont été piétinés, détruits pour des décennies, où la lune a été masquée par le tamis qui n'a pas su

la protéger de la poussière des empires. En Algérie, la jeunesse a levé la main, frôlé le ciel, soulevé la poussière sous les tapis où étaient enfouis nos morts, nos disparus et nous voilà dans cette lumière partagée plus près de nos vies. Le 2 mai 2019, Idir nous a quittés et son chant continue de nous accompagner :
Urgay yint yakkw tiissa
Imaden uyalen d'atmaten
Nefka-yas nuba i lehna,
Tuy tegmatt deg wulawen
*J'emprunte cette expression à Samir Toumi

M. K.

JOURNÉES CINÉMATOGRAPHIQUES DE CARTHAGE

Les candidatures ouvertes jusqu'au 15 août

L'inscription des films à la compétition officielle des 32^{es} Journées cinématographiques de Carthage (JCC, Tunisie) est ouverte jusqu'au 15 août prochain, indiquent les organisateurs. L'appel à candidature est lancé à l'adresse des réalisateurs de films de court et long métrages d'Afrique et des pays arabes souhaitant participer aux différentes sections de la "compétition officielle" de l'édition 2021 des JCC, prévue du 30 octobre au 6 novembre à Tunis, ont-ils précisé sur le site Internet du festival. La compétition officielle est ouverte aux longs et courts métrages de fiction, d'animation et documentaire, selon les organisateurs qui ont fixé au 30 août la date limite d'inscription des films à la section parallèle "Carthage Ciné promesse", dédiée aux films d'école d'animation et documentaire.

Au programme des journées cinématographiques de Carthage : hommages, master class, conférences

La section parallèle prévoit, d'autre part, des séances spéciales, hommages, master class et des conférences sur l'art et l'industrie cinématographique dans les pays africains et arabes.



En marge des projections, des ateliers destinés à la coproduction (Chabaka) et à la finition (Takmil) pour le soutien de projets de films d'auteurs africains et arabes sont également au programme de cette manifestation cinématographique. En raison de la pandémie de coronavirus, l'édition 2020 des JCC (18-23 décembre) a eu lieu sans compétition officielle. En 2019, l'acteur algérien Lyès Salem avait

décoré le Prix de la meilleure interprétation masculine pour son rôle dans le film "Abou Leïla" d'Amine Sidi Boumediene. Créées en 1966, les Journées cinématographiques de Carthage est un rendez-vous annuel qui vise à mettre en valeur et à promouvoir les films et les cinéastes issus de pays africains et arabes à travers, notamment, des rencontres entre public et différents intervenants dans le 7^e art.

DIWANE ET LES DANSES TRADITIONNELLES Garants de la sauvegarde du patrimoine culturel

Le diwane, sidi b'lel et les danses traditionnelles et populaires dans leur richesse et leur diversité, deux registres des arts de la scène garants de la sauvegarde et la préservation du patrimoine culturel algérien, ont été présentés lundi à Alger. Accueillies au Centre national de recherche pré-historique, anthropologique et historique (Cnrpah), les deux rencontres, animées par le sociologue et anthropologue Salim Khiat et la spécialiste au CNRPAH en danses et chorégraphies, Houria Zoghbi, ont rappelé, d'abord, la dimension subsaharienne et africaine de l'Algérie, à travers les thématiques, "Diwane sidi B'lel, expression rituelle et possession", et "L'influence du folklore et des danses traditionnelles dans le monde moderne".

Expliquant que le diwane sidi b'lel était le livre d'histoire de l'Afrique ancienne, Salim Khiat a évoqué les maisons de la Casbah d'Alger, qui ravivaient la tradition ancestrale avec quelques nuances dans la pratique de leurs cérémonies respectives. Répandu à l'ouest, au centre et l'est de l'Algérie, le diwane sidi b'lel comprend plusieurs genres de chants ancestraux, célébrant la connexion spirituelle du monde réel à l'univers irrationnel et invisible des esprits. Le diwane, sidi b'lel tend à garder le cachet africain à travers l'interprétation vocale et les rythmes transcendants, avec, cependant, un changement apporté au niveau du véhicule linguistique passé à l'arabe dialectal, en vue d'affirmer une filiation sacralisée au saint patron sidi b'lel. La spécialiste du Cnrpah en danses et chorégraphies, Houria Zoghbi, a, quant à elle, montré "L'influence du folklore et des danses traditionnelles dans le monde moderne", mettant en valeur les arts vivants, après avoir rappelé la convention de l'Unesco, établie en 2003, qui consacre la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel.

Le manque d'archives de danses d'avant l'occupation française et d'études définissant le concept de la danse et ses nombreuses significations "physiques et morales", a été déploré par la conférencière, considérant l'expression par le mouvement, comme un acte "esthétique, de conviction et de spiritualité et un vecteur d'amélioration et de progrès qui mène vers la "civilisation".

Notant que la culture et l'art occupent "une place prépondérante" dans toutes les sociétés du monde, Houria Zoghbi a souligné l'importance des arts populaires, la danse traditionnelle notamment, dans la "préservation de l'identité nationale et la consolidation du sentiment d'appartenance".

Selon l'intervenante, l'expression par la beauté du geste et l'élégance du mouvement habilite l'émotion d'un ensemble de valeurs autochtones qui appellent la rationalité du contenu et l'esthétique de la forme, constatant avec regret, l'absence du souci de développer les danses algériennes pour les élever au rang de l'universalité. La conférencière a ensuite les nombreux styles de danses traditionnelles et populaires, aussi riches les unes que les autres, qui auront été pour beaucoup, des registres de sauvegarde et de préservation de la tradition ancestrale.

TOURISTE

Un nouveau film russe qui dérange

Touriste est un film avec des intrigues politiques, de l'action, et parle de la lutte contre les terroristes - même s'ils ne menacent ni votre maison ni même votre pays.

Un film d'action dramatique et dynamique sur des personnes qui sont prêtes, au prix de leur vie, à protéger l'ordre juridique et la vie des civils centrafricains - tout simplement parce qu'ils ne peuvent pas regarder avec indifférence la mort d'innocents ...

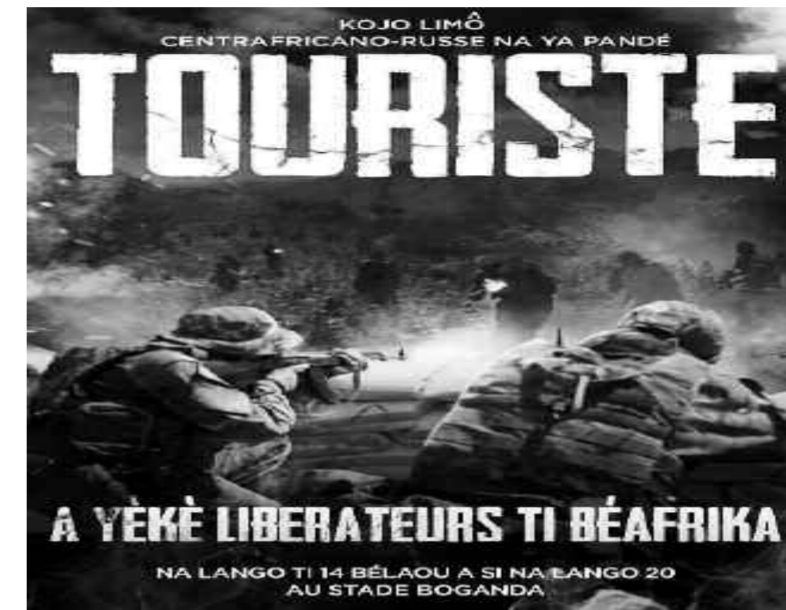
Projection publique du film au stade de Bangui

Le 14 mai a eu lieu la première mondiale du long métrage *Touriste* dans le Stade de 20.000 places à Bangui.

La paix et l'ordre arrivent en République centrafricaine et, avec eux, le grand cinéma. *Touriste* est le premier film coproduit par la RCA et la Russie, démontrant l'amitié entre les deux peuples. Le film raconte les derniers événements en RCA, la lutte des Centrafricains contre les groupes armés illégaux, l'interaction, l'amitié des Centrafricains et des instructeurs russes qui, ensemble, ont réussi à libérer notre République des bandits.

Le film *Touriste* sera le principal événement culturel de l'année 2021 en RCA

Le film est riche en images vives avec des vues pittoresques du pays et des lieux connus de tous les Centrafricains. Selon de nombreux experts, le film *Touriste* sera le principal évé-



nement culturel de l'année 2021 en RCA. Traversons ensemble les événements qui ont bouleversé l'histoire de la RCA.

Le film a été projeté 4 jours durant sur le plus grand écran de la République centrafricaine, du 14 jusqu'au 20 mai, à Bangui, au Stade de 20.000 places.

Film à la gloire de l'intervention russe en Centrafrique

En République centrafricaine, des milliers de personnes ont assisté à l'avant-première du film *Touriste* à Bangui. Cette coproduction russo-centrafricaine met en scène des soldats russes luttant contre la rébellion aux côtés des Forces armées centrafricaines (Faca). Lors de la projection du film au stade Barthélémy Boganda, Alexander Ivanov, représentant des instructeurs russes, fait les louanges de la formation prodigieuse aux soldats centrafricains. Le chef instructeur russe y évoque également le courage des Faca et de leur capacité de combat. Cette glorification de l'intervention russe ne fait toute-

fois pas l'unanimité. En mars dernier, de soi-disant "experts de l'Onu s'étaient inquiétés d'allégations de violations des droits de l'Homme commises par des mercenaires russes en Centrafrique". Ce film, salué par des dizaines de milliers de centrafricains, leur apporte une réponse cinglante ! Depuis 2013, des milliers de personnes sont mortes dans des violences en Centrafrique alors que plus d'un quart de la population ont fui leur domicile ...

Tourné en Centrafrique

Touriste, le nouveau film russe à succès, qui tient de *Rambo* et de *Blue Diamond*, a été tourné en République centrafricaine, dont les soldats jouent les figurants. A mi-chemin entre *Rambo* et *Blood Diamond*, ce film traite du récent conflit en République centrafricaine où les spécialistes des firmes de Sécurité russes assistent les forces gouvernementales pour contrer la coalition rebelle terroriste "Coalition des patriotes pour le changement" (CPC).

Ce film qui joue sur la fibre patriotique en glorifiant l'action

AÏN-HAMMURABI

Évocation innovante de la mémoire de sang perdue

L'écrivain Abdellatif Ould Abdellah dépeint, dans son roman *Aïn Hammurabi*, retenu sur la short list du Prix international du Roman arabe (Arab Booker Prize 2021), des images effarantes et douloureuses de la mémoire collective algérienne lors de la décennie noire. La trame de ce roman de 327 pages, paru à Mim Editions, tourne autour d'événements réels, qui ont eu lieu durant la décennie noire et d'autres ima-

ginaires, dans le genre polar fiction. Dans une caserne où il s'est réfugié après une longue poursuite par les villageois pour destruction du mausolée de Sid El Majdoub, Wahid Hamras relate son histoire aux enquêteurs avant de se voir accusé de trafic avec une équipe de fouilles archéologiques étrange, voire du meurtre de trois personnes de son patelin. L'auteur met sous les projecteurs l'emprise de la sorcellerie

et de la superstition dans la société et les manœuvres de l'Occident pour s'accaparer le patrimoine de ses anciennes colonies, en tentant de prouver, à travers son roman, que parmi les saints-patrons fortement ancrés dans la croyance populaire, beaucoup n'ont jamais existé. Le portrait psychologique du principal personnage du récit s'éclaircit, au fil de l'interrogatoire, laissant appa-

Russie en Centrafrique fera certainement recettes en Russie auprès d'un public avide d'action et d'aventure. Cette production permettra aussi de motiver les troupes russes sur le terrain et facilitera probablement aussi les recrutements futurs de certains candidats pour intégrer PMC Wagner.

Mais le plus étonnant est que cette "fiction" dans laquelle on peut reconnaître l'aéroport de Bangui M'Poko, le camp de Roux, le camp militaire russe de Bérengo semble avoir bel et bien avoir été tournée ces derniers mois, en pleine période de crise et de guerre contre la CPC. On y décèle d'authentiques soldats centrafricains qui ont manifestement participé au tournage ainsi que du matériel arrivé à Bangui en pleine crise ces derniers mois. L'on reconnaît ainsi des hélicoptères ayant vraiment combattu la coalition rebelle CPC ! Avec ce film russe intitulé *Touriste*, la réalité prend ainsi la fiction... En avril 2021, le quotidien français *Le Monde* a accusé les mercenaires russes de commettre des exactions en RCA, s'appuyant sur un rapport de la Minusca (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique). Bangui accuse la Minusca "de jouer le jeu de certaines puissances comme la France, les États-Unis pour déstabiliser le pays. Ils ne veulent pas qu'on touche aux rebelles", a déclaré un proche du président Faustin-Archange Touadéra, repris par *Le Journal* de Bangui.

DES CHERCHEURS ET DES ACADÉMICIENS DONNENT L'ALERTE

SOS patrimoine en péril

Des chercheurs et des académiciens ont mis l'accent, lundi à Alger, sur la nécessité d'étudier scientifiquement, de rassembler et de faire connaître le patrimoine culturel algérien avant de l'exploiter dans la consécration des valeurs citoyennes.

PAR ROSA CHAOUI

L'étude scientifique permettra de rassembler et conserver ce patrimoine avant de passer à son exploitation en tant que richesse économique ainsi que dans la consécration de l'identité nationale, ont estimé des spécialistes dans le patrimoine et des anthropologues, à l'ouverture de deux journées d'étude sur "Le patrimoine immatériel et son rôle dans le développement et la consécration des valeurs citoyennes".

Intervenant à cette occasion, l'académicien de l'université d'Alger Abdelhamid Bourayou a appelé à "rassembler ce patrimoine dont une grande partie a disparu" en vue de "le transmettre aux générations montantes".

Il a appelé également à inclure "le patrimoine dans la culture contemporaine afin de constituer une culture nationale avec un cachet spécifique", soulignant "le rôle de l'État" dans la préservation du patrimoine. Pour sa part, Mebarka Belahcen (université d'Oran) a estimé que "le patrimoine culturel algérien est abandonné scientifiquement et politiquement", citant l'exemple de la société "Hassanie au sud-ouest du pays méconnue par les établissements universitaires algériens".



De son côté, Laïd Bouca (université d'Ilizi) a indiqué dans son intervention sur la langue targuie comme composante d'un patrimoine oral séculaire, que "la plupart des chercheurs qui ont abordé le patrimoine targuie étaient des Occidentaux", appelant, dans ce cadre, les chercheurs algériens à "accorder davantage d'intérêt à ce patrimoine et le faire connaître dans ses dimensions algériennes loin des visions occidentales sur l'histoire de la région".

Organisés par le ministère de la Culture et des Arts sous le slogan "Le patrimoine populaire comme richesse culturelle", les travaux des deux journées d'étude ont pris fin mardi.

L'Algérie renferme un important patrimoine préhistorique

L'Algérie renferme un patrimoine matériel et immatériel préhistorique "très important" nécessitant protection et valorisation, a souligné lundi à Bouira le président du Centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique (CRESPIAF), Slimane Hachi.

Au cours d'une journée de vulgarisation sur le patrimoine préhistorique, organisée par la direction locale de la culture, M. Hachi a mis l'accent sur la nécessité, pour les autorités concernées, de développer tout un système de protection pour préserver les différents sites et vestiges préhisto-

riques au Sahara ainsi que dans le nord du pays.

"Ce patrimoine préhistorique revêt une importance capitale dans notre pays. Mais il faut que cette richesse soit soumise à tout un système de protection pour la préserver et veiller à sa transmission aux générations futures", a insisté le président de l'ex-Centre national de recherche préhistorique, anthropologique et historique (CNRPAH).

Pour l'intervenant au cours de la rencontre de vulgarisation, la protection et la prise en charge du patrimoine matériel et immatériel préhistorique sont indispensables afin que l'Algérie puisse en tirer profit en alimentant les musées, le mettre à la disposition des visiteurs, des touristes et du grand public, mais aussi en le mettant à la disposition des élèves au travers les manuels scolaires.

"Ces sites et vestiges sont très fragiles, mais aujourd'hui nous avons tous les moyens de protection pour les préserver en réalisant d'abord des inventaires, ainsi que des documentaires écrits, en image et avec son et la voix", a souligné M. Hachi.

Au Sahara, plusieurs parcs naturels ont été classés et répertoriés par les pouvoirs publics à l'image de ceux de la vallée du M'zab, Tassili, Tidikelt, le Hoggar, celui de Tindouf ainsi que de l'Atlas saharien. "Ce sont ces organismes qui sont chargés

de protéger et de sauvegarder les différents sites et vestiges préhistoriques de cette région, afin de pouvoir les transmettre aux nouvelles générations", a-t-il dit.

Dans la région nord du pays, la tâche est confiée aux directions de la culture pour protéger ce patrimoine. "Nous avons des vestiges préhistoriques d'une importance capitale, dont certains sont uniques au monde, nous devons les protéger, car sans protection, ce patrimoine ne durera pas", a averti M. Hachi.

Evoquant aussi le patrimoine immatériel, le président du CRESPIAF a saisi l'occasion pour présenter tout un travail de recherche sur la profondeur historique du Couscous et les traditions culinaires qui remontent à des milliers d'années, notamment dans la région de l'Afrique du Nord. Slimane Hachi a rappelé, à ce titre, avoir coordonné dernièrement un dossier pour l'inscription du couscous au patrimoine immatériel de l'Unesco, dossier qui a été monté pendant des années.

C'est en 2011 qu'il y a eu une réunion du comité à Bali, en Indonésie. "Là-bas, j'ai profité de ma présence et de celle d'experts maghrébins pour proposer l'idée d'un dossier collectif maghrébin et nous nous sommes très vite entendus sur le couscous, parce que ce mets de base est commun aux quatre pays (Algérie, Maroc, Tunisie et Mauritanie)", a-t-il dit.

Fin mars 2019, le dossier a été déposé. "Ce dossier devait s'insérer dans la profondeur historique de ce qui est à la base du couscous, c'est-à-dire la céréaliculture, l'agriculture du blé et de l'orge qui est très ancienne chez nous", a-t-il relevé, en ajoutant, "on a trouvé lors de fouilles, des grains de blé qui remontent de 4000 à 5.000 ans. Cela dénote la grande ancienneté de la céréaliculture, qui a servi de base économique à nos sociétés depuis la pré-histoire", a souligné M. Hachi.

R. C.

EL-MÉNÉA

Le vieux ksar en quête de réhabilitation et de protection

Le triste état dans lequel se trouve le vieux ksar d'El-Ménéa pose avec acuité la problématique de la sauvegarde, de la réhabilitation et de la protection des monuments historiques dans le sud du pays, selon des professionnels du patrimoine et des membres de la société civile. Après des décennies de négligence, ce monument est tombé en décrépitude et en ruines où sont organisées actuellement des marches de découverte du patrimoine architectural dans ce vieux ksar riche en symboles d'une population douée d'un remarquable savoir-vivre et un degré élevé de goût du beau ainsi que l'attachement aux traditions.

Face au délabrement progressif de ce ksar abritant la demeure de la princesse M'barka Bent El-Khass, par les vicissitudes et l'usure du temps, ce joyau de la civilisation ancienne se trouve actuellement dans un état de dégradation accélérée, selon les responsables de la culture.

Ceci à travers des actes de vandalisme opérés par certaines personnes qui extraient des pierres pour les utiliser dans la construction et des galets d'argile grise "ghassoul" ayant, selon les croyances locales, des vertus à usages thérapeutiques et cosmétiques.

Puissant agent de régénération physique, ces galets d'argile grise sont également utilisés dans la géophagie pour certains

malades, a souligné Hadj Cheikh habitant d'El-Ménéa. "On offre souvent pour les visiteurs et touristes des morceaux d'argile extrait des murs et fondation du Ksar qui est devenu vulnérable menaçant ruine et effondrement", a-t-il précisé.

Il a fallu attendre la visite de la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, en janvier dernier pour que soient enfin levés les lourdes incertitudes pesant sur le vieux ksar d'El-Goléa (appellation ancienne), dominant depuis 10 siècles la palmeraie de l'actuelle El-Ménéa, par la création officielle d'une antenne de l'Office national de gestion des biens culturels (ONGBC) à El Ménéa, avec l'acquisition d'un siège mitoyen au vieux ksar, a indiqué à l'APS le responsable du dossier restauration et réhabilitation à la direction de la culture de Ghardaïa, Mohamed Alouani.

Sauvegarder le ksar et réhabiliter son patrimoine

Pour faire face à l'état de décrépitude et de précarité très avancé que connaît cette cité forteresse, les services de la culture ont procédé à l'identification et le diagnostic des dysfonctionnements à l'origine de la dégradation de ce ksar "classé patrimoine nationale depuis 1995", à la délimitation avec précision de l'espace réel du ksar,

avec des propositions concrètes élaborées selon une stratégie participative avec la société civile, afin de sauvegarder le ksar et réhabiliter son patrimoine.

Ces actions vont permettre outre le gardiennage et le nettoyage du site, la restauration et la revitalisation de ce patrimoine architectural, culturel et historique, en vue de l'intégrer dans la dynamique de développement que connaît la région d'El-Ménéa et de promouvoir ses potentialités matérielles et immatérielles et encourager l'investissement touristique créateur de richesse et d'emplois.

Edifié en l'an 928, selon les archives de la direction de la Culture, à la croisée des pistes commerciales qui reliaient l'Afrique du nord de l'époque médiévale à l'empire Songhai subsaharien, le ksar d'El-Ménéa, "taourirt" selon une appellation berbère, surplombe de plus de 70 mètres l'oasis d'El-Ménéa, enserrée dans un méandre de la route nationale RN-1, et offre depuis ses remparts des panoramas spectaculaires d'une rare beauté.

Perchée sur les hauts sommets arides et escarpés, mais splendides, de la limite de démarcation entre le grand Erg oriental et le grand Erg occidental, le vieux ksar d'El-Ménéa demeure une citadelle riche aussi bien par son histoire et ses traditions que par la splendeur des paysages naturels qui

l'entourent. Devenue le premier site culturel et touristique de la région, ce ksar avec son architecture, et ses maisonnettes traditionnelles construites sur un rocher épousant admirablement la nature rocailleuses, constitue une attraction et un endroit idéal pour les touristes et autres visiteurs de la région.

Il constitue une configuration urbaine qui témoigne depuis plusieurs siècles de vestiges d'une civilisation citadine raffinée, avec ses habitations étroites marquées par une architecture simple truffée de niches et étagères ainsi que de petites ouvertures pour l'éclairage et l'aération.

Sa configuration s'articule autour de la mosquée, point focal autour duquel gravite une spirale descendantes d'habitations avec un puits collectif et des sites de stockage de denrées alimentaires creusés à même la roche calcaire et qui constituent une curiosité pour les touristes.

La création d'une antenne de l'ONGBC et la concrétisation de la réhabilitation du vieux ksar d'El-Ménéa s'inscrit dans une stratégie de valorisation de cet espace patrimonial authentique, afin d'amorcer une réelle dynamique locale basée sur la promotion des secteurs du tourisme, de l'artisanat et la culture.

BEJAIA, PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT

Journée sans voitures



au cœur de la Soummam, au sud-ouest de Béjaïa, la ville de Seddouk a organisé, samedi 15 mai, une journée sans voitures avec comme but majeur, faire prendre conscience de la nécessité de lutter contre la pollution automobile et par ricochet agir pour préserver l'environnement.

PAR BOUZIANE MEHDI

La manifestation, qui a été initiée par l'association écologique - Seddouk écologie permanente - (S.E.P) sous le thème générique "Ensemble changeons nos comportements", a valu par le maintien volontaire des véhicules dans leurs aires de stationnement, a indiqué l'APS. Parallèlement, cette initiative a été

aussi marquée par l'animation d'une foule d'activités culturelles et de loisirs pour en faire une journée de fête et de distraction et surtout d'utilité publique, alternant théâtre et musique de rue, plantation d'arbres, exhibition d'arts martiaux, rencontres sportives et expositions.

Idjed Malek, président de l'association S.E.P, a expliqué que tous "les moyens possibles ont été réunis pour mobiliser la population", soulignant que par cette sortie, "l'association ne vise rien d'autre que donner un nouveau souffle à l'environnement dans la région et à favoriser la promotion de bons gestes civiques et écologiques, à travers le respect du milieu naturel et sa préservation contre la pollution sonore, de l'air liée au trafic routier, entre autres et des déchets ménagers, soit tout ce qui peut aider et favoriser le changement de nos comportements dans notre environnement".

L'effort a, dans ce contexte, été forte-

ment axé sur les enfants et les écoliers pour les sensibiliser aux gestes écologiques et ancrer en eux une culture plus soucieuse de l'environnement et de la propreté de leur cadre de vie, à ce titre, les expositions dressées, à l'occasion et célébrant les produits traditionnels et biologiques, en sont les exemples.

La manifestation a, au-delà de son volet environnemental intrinsèque, pris des allures de fête et de rencontres ayant drainé des centaines de familles et a mobilisé même dans les communes limitrophes de Sidi-Aïch et d'Akbou, des visiteurs qui n'ont pas pu faire autrement que d'y venir en voiture, c'est une entorse à l'esprit de la manifestation mais qui valait la chandelle du déplacement et peut-être que l'occasion va leur donner la possibilité, à l'avenir, d'emprunter plus souvent les transports en commun.

B. M.

OUARGLA, INCIDENTS SUR LES SITES INDUSTRIELS

Étude des risques pour prévenir

L'étude des risques reste le meilleur moyen de prévenir d'éventuels incidents sur les sites industriels, ont souligné à Hassi-Messaoud les participants aux journées d'études et de formation sur "Les procédures d'approbation de l'étude des risques".

Lors de cette rencontre, initiée par la direction générale de la Protection civile (DGPC) à la base Irara de Sonatrach, les participants ont indiqué que "l'étude des risques doit précéder la concrétisation de projets d'investissements dans le domaine industriel, en ce sens qu'elle permet de mettre en place les dispositions techniques visant à réduire les risques d'accidents et à atténuer leur impact lorsqu'ils surviennent". L'opération s'inscrit aussi dans le

cadre de la politique de l'État visant à faciliter aux investisseurs l'approbation préalable de la création d'entreprises classées, ainsi qu'à permettre la délivrance du permis d'exploitation d'entreprise classée, ou à donner lieu à son gel ou retrait. Ces journées d'études et de formation sont une occasion de distribuer aux participants une copie d'un guide renfermant toutes les informations et explications liées aux procédures d'approbation de l'étude des risques, en plus d'examiner un cas de site industriel exposé à des risques et les attitudes à adopter en pareille situation.

Les institutions industrielles sont exposées à divers risques, tels que les incendies, les explosions, les produits pétroliers et les intoxications, d'où la

nécessité d'examiner l'ensemble des dispositions sécuritaires et préventives à mettre en place pour réduire les risques éventuels.

La visite de terrain prévue au programme des participants à cette rencontre au niveau d'un site industriel du groupe Sonatrach à Hassi-Messaoud, devrait permettre de prendre connaissance des équipements existants et des dispositifs sécuritaires et préventifs en place pour faire face à d'éventuels risques. Ces journées d'études et de formation sur les procédures d'approbation des études de risques sont une opportunité de sensibiliser aux différents risques auxquels peuvent être confrontées les entreprises industrielles.

APS

ADRAR

Forum des jeunes sur la mémoire nationale

Un forum des jeunes sur la mémoire nationale a été organisé samedi à Adrar, dans le cadre de la commémoration de la journée nationale de la mémoire et des événements du 8 Mai 1945.

Initiée par les Scouts musulmans algériens (SMA) et la direction des Moudjahidine et Ayant droits de la wilaya d'Adrar, la rencontre vise à faire connaître aux jeunes générations les énormes sacrifices consentis pour la libération du pays du joug de la colonisation française.

Elle a pour objectif aussi d'ancrer et de promouvoir les valeurs de citoyenneté chez la jeune génération pour rester fidèles au serment fait aux martyrs et s'en inspirer dans le processus d'édification, ont indiqué les organisateurs.

Les participants au forum, encadré par des chercheurs, ont abordé une série de thèmes liés à la mémoire nationale et à sa préservation, dont la citoyenneté et la sauvegarde des acquis nationaux, le rôle des SMA dans le renforcement des valeurs de citoyenneté chez les jeunes, les jeunes et la société, socle principal de la préservation de la mémoire nationale, et les méthodes d'ancrage de la mémoire nationale chez les enfants et les jeunes.

La commémoration de la journée nationale de la mémoire a été marquée, par ailleurs, par une cérémonie de levée des couleurs nationales et de recueillement à la mémoire des chouhada, et une représentation animée par des élèves sur la mémoire nationale dans l'imaginaire de l'enfant.

M'SILA

Mise en exploitation d'une ligne de transport ferroviaire vers Alger

Une nouvelle ligne de transport ferroviaire M'sila-Alger sera "prochainement" mise en exploitation après plus de quatre années de suspension.

Le train desservant cette nouvelle ligne partira lundi à 5h de M'sila passant par Bordj-Bou-Arredj, Bouira et Boumerdès pour arriver à Alger à 8h.

Cette desserte quotidienne est assurée par un train autorail. L'ouverture de cette ligne s'inscrit dans le cadre de la diversification de l'offre de la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF).

Pour encourager l'utilisation du train, la direction de la SNTF a proposé aux voyageurs des tarifs réduits allant jusqu'à 60 %.

Pour rappel, la ligne du train M'sila-Alger a été suspendue depuis plus de quatre années pour des raisons liées aux tarifs et au temps de passage du train.

APS

INDUSTRIE NATIONALE ET SOUS-TRAITANCE

Les PME fournissent uniquement 10 % des besoins des grandes entreprises

L'Algérie possède des potentialités et des capacités industrielles pouvant être exploitées pour consolider le tissu des PME versées dans le secteur de la sous-traitance en vue de réduire les importations et d'équilibrer la balance commerciale du pays.



Pour bâtir une véritable industrie nationale forte et industrialisante, assurant un taux d'intégration important des grandes entreprises, il est impérieux de doter le pays de petites et moyennes entreprises (PME) capables d'alimenter les grandes entreprises en intrants nécessaires pour leur fonctionnement optimal et régulier. Les PME familiales sont considérées comme le vecteur de création de richesses et de génération de milliers d'emplois.

Le principal défi de l'industrie nationale demeure celui de développer l'activité de la sous-traitance et l'amélioration du taux d'intégration, a indiqué le président de la Bourse algérienne de sous-traitance et du partenariat (BASTP), Kamel Agsous, déplorant le fait que le tissu national de PME ne fournit que 10 % de l'ensemble des besoins des grandes entreprises locales. Intervenant lors d'une journée d'études organisée à l'Ecole militaire polytechnique sur le thème de "La sous-traitance et intégration nationale : enjeux et perspectives", initiée par l'Institut national des études de stratégie globale (INESG), Kamel Agsous a affirmé que "plusieurs grandes entreprises natio-

nales continuent à s'orienter vers l'importation pour s'approvisionner de produits et d'intrants nécessaires à leurs activités". Le secteur de l'industrie nationale ne "représente aujourd'hui qu'un taux de 5 % du Produit intérieur brut (PIB)", a-t-il précisé. Présentant une communication sur "La sous-traitance industrielle : état des lieux et conditions d'émergence d'une sous-traitance compétitive", le président de la BASTP a soutenu que ce secteur reste un "élément-clé de la compétitivité de l'industrie nationale et qui devrait être en phase avec les évolutions technologiques mondiales, notamment en matière de numérisation des process industriels".

Dans cette optique, Kamel Agsous a recommandé la "réorganisation et la restructuration des grands donneurs d'ordres (groupes industriels publics, ndlr) pour permettre aux petites et moyennes entreprises d'atteindre la performance voulue. Les taux d'utilisation des capacités industrielles des grands groupes sont actuellement à 50 %".

Nous devons "travailler davantage pour atteindre dans les prochaines années un taux d'utilisation de 80 % de nos capacités industrielles pour se rap-

procher des normes internationales. Pour cela, les grandes entreprises publiques doivent mieux appréhender le marché à travers des études approfondies", a fait observer le président de la BASTP.

Dans ce sens, Kamel Agsous a appelé les pouvoirs publics à "relancer les programmes de mise à niveau des PME, d'entreprendre des mesures d'accompagnement des entreprises notamment dans le domaine de la fiscalité et parafiscalité, de simplification des procédures douanières et accorder plus d'autonomie et de liberté aux dirigeants des grandes entreprises publiques en matière de gestion et de développement industriel". Dans le même ordre d'idées, Nabila Sahnoune, responsable au sein du ministère de l'Industrie, a souligné, de son côté, la nécessité de "structurer et d'encadrer la politique de promotion de la sous-traitance par des dispositions réglementaires adossées à des mesures organisationnelles, techniques et d'accompagnement".

Il est temps que notre "plateforme industrielle soit dotée d'un tissu d'entreprises de sous-traitance aussi large que possible, suffisamment compétitif en vue de multiplier les projets et

de rendre notre pays plus attractif pour les investissements étrangers en apportant aux industriels porteurs de projets la certitude d'approvisionnements locaux compatibles en qualité et en quantité avec leurs besoins", a-t-elle relevé.

A ce propos, la représentante du ministère des Finances, Nouara Nouassa, a assuré que "l'État a mis en place des mécanismes d'appui et de promotion de la sous-traitance et de l'intégration nationale". Elle a évoqué, entre autres, la "promulgation de la loi d'orientation sur le développement de la PME (2001 puis 2017) et la création d'un conseil national de la sous-traitance en 2002 et l'agence de la PME et de la promotion de l'innovation en 2018".

D'autres intervenants ont mis à profit cette rencontre, prévue sur deux jours, pour rappeler que "l'Algérie possède des potentialités et des capacités industrielles pouvant être exploitées pour consolider le tissu des PME versées dans le secteur de la sous-traitance en vue de réduire les importations et d'équilibrer la balance commerciale du pays".

Pour atteindre ces objectifs, les participants ont appelé les autorités publiques à "engager plusieurs actions, dont l'adaptation de la législation au profit du renforcement de la sous-traitance, l'organisation de campagnes de vulgarisation entre les donneurs d'ordre et les receveurs d'ordre en vue de signer des contrats de partenariat ainsi que la révision du processus d'homologation des produits fabriqués localement".

R. E.

LÉGISLATION DU PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ

Extrapoler le savoir-faire des entreprises internationales

Une journée d'étude sur le partenariat public-privé (PPP) a été organisée par le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) dans le but d'expliquer ce mode de financement en s'inspirant des expériences d'autres pays afin de permettre au gouvernement d'enrichir la loi sur les PPP, en cours d'élaboration, en tenant compte des changements enregistrés à l'international, notamment à cause de la pandémie du Covid-19.

Le président du CNESE, Rédha Tir, a indiqué que le but de cette journée est "d'éclairer le gouvernement en prévision de l'élaboration de la loi sur le PPP qui devra être actualisée pour répondre aux exigences du moment imposées notamment par la pandémie du Covid-19".

Tir a signalé que le "PPP connaît des problèmes à l'échelle mondiale, notamment dans les aspects de la renégociation, du financement et de la coordination entre les partenaires et de la relation de l'investisseur privé avec les usagers des espaces publiques".

Il a souligné que le "gouvernement planche sur une loi qui repose sur l'amélioration des contrats, l'amélioration des cahiers des charges et les textes juridiques auxquels sont soumis ces contrats et ces cahiers des charges". Le président du CNESE a expliqué que le "PPP est un mode de financement qui permettra au Trésor public de bénéficier des potentialités du secteur privé", tout en insistant sur le fait de "ne pas l'apparenter à une privatisation déguisée".

Il a estimé "qu'il était temps pour le secteur privé de prendre ses responsabilités" en finançant des projets publics, tout en aspirant à réaliser des bénéfices, sachant que le PPP est régi par les principes du profit et du risque. Le PPP permet de financer de grands projets publics dans les secteurs du transport, de l'énergie, de l'industrie, des télécoms, des autoroutes et bien d'autres afin de "soulager" le Trésor public, notamment dans la conjoncture actuelle d'amenuisement des ressources financières.

Il a, toutefois, relevé "l'existence de beaucoup d'entraves légales et juridiques qu'il faudra lever, comme la participation des étrangers dans des projets structurants en Algérie, comme le port de Cherchel, les projets liés aux mines et aux hydrocarbures" des entreprises publiques doivent "maîtriser" afin de mieux gérer les principes de risque et de rentabilité des projets, a ajouté le président du CNESE en expliquant que l'arbitrage entre ces deux facteurs est primordial dans ce genre de partenariat quel que soit le projet.

Pour cela, il faut connaître les lois, surtout que ce genre de projets nécessite un financement sur le long terme, mais aussi un système de contrôle, a-t-il soutenu.

M. Tir s'est réjoui de la présence des représentants du patronat et des grandes entreprises qui montre, selon lui, l'engouement des opérateurs privés pour ce mode de partenariat, d'autant plus que la rentabilité devrait être "probante du fait que l'économie est basée sur la demande et cette dernière

existe". Parmi les opérateurs privés présents à cette journée, le directeur général d'Alliance assurances, Hassen Khelifati, qui a proposé la "création d'un conseil national ou d'une agence nationale du partenariat public-privé, afin de mieux gérer ce mode de financement".

Cette journée d'étude a permis, en outre, au directeur général de l'Entreprise portuaire du port de Béjaïa, Halim Kasmi, de présenter l'expérience "réussie" de partenariat public-privé réalisé avec un partenaire asiatique, dans le domaine de la gestion des containers et "qui a permis au port d'augmenter ses capacités".

Plusieurs experts internationaux ont pris part, par visioconférence, à cette journée en exposant les expériences de leurs pays dans le domaine du PPP, à l'instar de David Baxter (USA), Atef Majdoub (Tunisie), Stéphane Saussier (France), Marcel Boyer (Canada) et Dieudonné Bondoma Yokono (Cameroun).

R. E.

ÉTATS-UNIS

Mise en place d'une armée "clandestine" de 60.000 hommes

Une enquête de Newsweek dévoile l'existence d'une autre "armée" aux États-Unis, financée par des entreprises privées ainsi que des organisations gouvernementales.

Cette force "secrète", qui participe à de nombreuses missions clandestines dans la vie réelle, est également active sur Internet, est-il indiqué.

Dans un rapport exclusif, le magazine américain Newsweek fait la lumière sur une armée américaine secrète qui compterait près de 60.000 personnes. Celles-ci font partie d'un vaste programme baptisé "réduction de signature" (signature reduction). La force soutenue par quelque 130 entreprises privées ainsi que des dizaines d'organisations gouvernementales peu connues est chargée de tout un éventail de missions.

"De la création de faux documents et paiement des factures (et des taxes) de la part des individus opérant sous des



noms d'emprunt, à la construction de dispositifs invisibles visant à photographier et écouter l'activité dans les coins les plus loin du Moyen-Orient et de l'Afrique, en passant par la fabrication de déguisements et autres dispositifs pour contrecarrer la détection et l'identification", détaille Newsweek. Les organismes qui soutiennent la "réduction de signature" dépensent annuellement plus de 900 millions de dollars à cette fin.

L'enquête souligne que les "soldats" de cette armée peuvent agir en tant

que militaires ou civils. Les derniers se cachent parfois "dans des entreprises privées et des cabinets de conseil", beaucoup d'entre eux gardent des profils bas et travaillent sous des identités masquées. La force clandestine en question accomplit diverses missions non seulement aux États-Unis et dans la vie réelle, mais aussi à l'étranger et en ligne.

Newsweek souligne que dans l'armée, c'est justement le groupe de "cybercombattants", le plus récent en date, qui s'élargit le plus vite. Ces "sol-

dats", cloués à leurs ordinateurs, collectent, sous de fausses identités, des informations et parfois participent aux campagnes d'influence pour manipuler les réseaux sociaux.

D'après le média, cette armée clandestine est au centre de la lutte contre le terrorisme, mais elle fait également partie de "la transition du Pentagone vers une concurrence de grande puissance avec la Russie et la Chine". Il s'agit plus précisément des actions de la «zone grise», donc en dessous du conflit armé, qui concernent notamment "la concurrence, l'influence et la perturbation".

Selon le magazine, la véritable envergure de l'armée est toujours ignorée. Un haut fonctionnaire qui a été chargé de superviser le programme, actuellement retraité, a indiqué à Newsweek que "personne n'(était) pleinement conscient de l'ampleur du programme".

BIRMANIE

Plus de 800 personnes tuées depuis le coup d'État

Plus de 800 personnes ont été tuées par les forces de sécurité en Birmanie depuis le début des vastes manifestations contre le coup d'État militaire du 1^{er} février, a déclaré mardi le groupe d'activistes Association d'aide aux prisonniers politiques (AAPP).

Le pays d'Asie du Sud-Est est plongé dans la crise depuis que l'armée a pris le pouvoir au détriment du gouvernement démocratiquement élu d'Aung San Suu Kyi, laquelle a été placée en détention de même que des représentants de son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND). Face à la contestation, l'armée birmane utilise la force létale, tout en étant confrontée par ailleurs à une offensive accrue de groupes rebelles ethniques près de zones frontalières et de milices armées nouvellement formées. A la date de lundi, d'après AAPP, 802 personnes ont été tuées dans la répression menée par la junte militaire. "C'est le nombre vérifié par AAPP, le nombre véritable de morts est probablement nettement plus élevé", a indiqué le groupe dans un point de presse quotidien.

La junte militaire a par le passé contesté le nombre de civils tués rapporté par des groupes d'activistes et a déclaré que des dizaines de membres des forces de sécurité avaient aussi été tués pendant les manifestations.

D'après AAPP, 4.120 personnes ont par ailleurs été placées en détention, dont 20 condamnées à la peine capitale.

Agences

ESPAGNE

2.700 migrants entrés à Ceuta expulsés vers le Maroc

Madrid a renvoyé au Maroc 2.700 des quelque 6.000 migrants entrés le 17 mai dans l'enclave espagnole de Ceuta, a annoncé le 18 mai le ministre de l'Intérieur espagnol Fernando Grande-Marlaska. Lors d'une conférence de presse faisant suite au conseil des ministres, qui a été dominé par cette crise entre l'Espagne et le Maroc, le ministre a annoncé "le retour [vers le Maroc] de 2 700 personnes qui étaient entrées ces dernières heures illégalement" dans le pays. Il a indiqué que sur un total de 6.000 per-

sonnes, il pourrait y avoir 1.500 mineurs, tout en précisant qu'il était "trop tôt" pour fournir un chiffre définitif. Le ministre a défendu ces renvois en affirmant qu'ils étaient "conformes à la loi et aux traités internationaux et aux accords avec le Maroc". Au total, "plus de 300 personnes originaires d'Afrique subsaharienne ont tenté de franchir la barrière séparant Melilla du Maroc mardi à 4h45", a indiqué la préfecture de Melilla dans un communiqué. Plus de 200 personnes ont été repoussées

mais "85 hommes et 1 femme ont réussi à entrer", selon le communiqué. "Les migrants ont maintenu une attitude agressive et ont jeté des pierres contre les agents", dont 3 ont dû recevoir des soins pour "des contusions mineures", a ajouté la préfecture. Les migrants qui ont réussi à entrer ont été conduits au Centre de séjour temporaire (Ceti) de l'enclave. Le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez a annoncé qu'il se rendrait le 18 mai à Ceuta et Melilla.

RUSSIE

Moscou revendique l'Arctique comme chasse gardée

L'Arctique, dont les immenses ressources sont de plus en plus accessibles sous l'effet du changement climatique, est devenu une zone de tensions géopolitiques croissantes, notamment entre Moscou et Washington allié aux pays scandinaves. Les deux camps y ont multiplié ces derniers mois les manœuvres militaires. Les déclarations offensives de la diplomatie russe interviennent à l'avant-veille d'une réunion du Conseil de l'Arctique à Reykjavík, réunissant depuis 1996 la Russie, les États-Unis, le Canada, le Danemark, la Suède, la Finlande, la Norvège et l'Islande.

La Russie a martelé lundi que l'Arctique était sa zone d'influence et a

défendu son droit à la défendre, mettant en garde l'Occident contre ses ambitions dans la zone à quelques jours d'un important forum régional.

"Nous voyons des critiques sur le fait que la Russie développe son activité militaire dans l'Arctique. Mais il est clair pour tout le monde depuis longtemps que ce sont nos terres, notre territoire, nous répondons de la sécurité de notre littoral et tout ce que nous faisons là-bas est parfaitement légal et légitime", a dit le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, lors d'une conférence de presse.

"Quand l'Otan essaye de justifier son offensive dans l'Arctique, ce n'est pas la même chose et nous avons des

questions pour nos voisins, comme la Norvège, qui essayent de justifier la venue de l'Alliance en Arctique", a-t-il poursuivi. L'Arctique, dont les immenses ressources sont de plus en plus accessibles sous l'effet du changement climatique, est devenu une zone de tensions géopolitiques croissantes, notamment entre Moscou et Washington allié aux pays scandinaves. Les deux camps y ont multiplié ces derniers mois les manœuvres militaires, les États-Unis envoyant des bombardiers en Norvège via l'Otan tandis que Moscou y a mené d'importants exercices maritimes et aériens.

Agences

22^e JOURNÉE DU CHAMPIONNAT DE LIGUE 1

Favorable au leader, les poursuivants aux aguets

La 12^e journée du championnat de Ligue 1 de football, prévue ce week-end, devrait être favorable au leader, l'ES Sétif, qui accueillera l'USM Bel-Abbès. Elle sera marquée également par un duel à distance entre la JS Saoura et le MC Oran qui évolueront sur leurs bases.

PAR MOURAD SALHI

Ayant réussi difficilement à tenir en échec le RC Relizane sur ses bases lors de la précédente journée, l'ES Sétif (1^{er}, 44 pts) partira favorite dans son antre du 8-Mai-45 face à l'USM Bel-Abbès (18^e, 16 pts), tenue en échec lors de la précédente journée par la lanterne rouge, le CA Bordj Bou-Arréridj (1-1). Il s'agit du 3^e match de suite sans victoire pour l'ESS, qui reste également sur une élimination en 1/8^e de finale de la Coupe de la Ligue face au WA Tlemcen (1-2). Les poulains de Nabil Kouki devraient se méfier du mal-classé qui refuse de rendre les armes.

Le MC Oran, qui a réalisé une excellente opération en allant s'imposer à Tizi-Ouzou face à la JS Kabylie (1-0), recevra sur ses bases d'Ahmed-Zabana l'Olympique Médéa, dans un duel qui s'annonce a priori à son avantage. Les Hamraoua, qui occupent conjointement la 2^e place avec la JS Saoura, auront l'oreille tendue vers le stade du 20-Août de Béchar, théâtre du match entre la JSS et le RCR.

À 5 points du leader, les deux dauphins auront une belle opportunité à domicile pour empocher la totalité des points et rester ainsi proches du leader.

L'USM Alger accueillera le WA Tlemcen dans un duel qui s'annonce également à son avantage. Il est sur



une série d'invincibilité de 7 matchs, depuis l'arrivée à la barre technique de l'entraîneur Mounir Zeghdoud en mars dernier. Le club phare de Soustara tentera de préserver cette dynamique et de se rapprocher du podium.

Le CS Constantine, battu à domicile par le Paradou AC (0-1), lors de la précédente journée, effectuera un déplacement périlleux à Chlef pour défier l'ASO, vainqueur à l'extérieur face au Widad Tlemcen (2-3). Les Lions chéelifiens, dirigés désormais par l'entraîneur Samir Zaoui, sont en quête de points pour s'extirper de la zone rouge.

Le CA Bordj Bou-Arréridj (20^e, 7 points), sans la moindre victoire depuis le début de la saison, accueillera la JSM Skikda (19^e, 14 points) dans un duel des mal-classés. Cette rencontre, qu'abritera le stade du 20-Août de Bordj Bou-Arréridj, sera intéressante à suivre.

Le NA Hussein Dey (16^e, 20 points) se rendra Aïn-M'lila pour défier l'AS Aïn-M'lila dans une mission qui s'annonce très difficile. Le Nasria, qui s'est séparée de son entraîneur en chef, Billal Dziri, juste après le semi-

échec à domicile face à l'US Biskra (1-1), cherchera certainement le déclic.

Idem pour l'US Biskra (17^e, 20 points) qui recevra le NC Magra (14^e, 22 points). Les gars de Zibans sont attendus à sortir le grand jeu pour empocher la totalité des points qui vont leur permettre de quitter la zone des relégables. Même si les équipes locales bénéficient de la faveur du pronostic, il n'en demeure pas moins que le facteur surprise n'est pas à écarter dans ce genre de rendez-vous entre mal-classés relativement équilibrés.

Les matchs MC Alger-Paradou AC et CR Belouizdad-JS Kabylie sont reportés à une date ultérieure en raison de l'engagement de 3 clubs en compétitions africaines, dont la manche retour des quarts de finale aura lieu le 23 de ce mois.

M. S.

Programme des matchs

CA Bordj Bou Arréridj - JSM Skikda
ES Sétif - USM Bel Abbès
USM Alger - WA Tlemcen
AS Aïn M'lila - NA Hussein Dey
MC Oran - Olympique Médéa
US Biskra - NC Magra

CHAMPIONNATS D'AFRIQUE 2021 DE JUDO

L'Algérie avec 18 représentants à Dakar

Dix-huit judokas (neuf messieurs et neuf dames) représenteront l'Algérie aux prochains Championnats d'Afrique seniors, prévus du 20 au 23 mai à Dakar (Sénégal), a appris l'APS, mardi, auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FAJ).

Chez les messieurs, les couleurs nationales seront représentées par Mohamed Rebahi (-60 kg), Waïl Ezzine (-60 kg), Boubekeur Rebahi (-60 kg), Fethi Nourine (-73 kg), Houd Zourdani (-73 kg), Abderrahmane Benamadi (-90 kg), Oussama Kabri (-90 kg), Mustapha Yasser Bouamar (-100 kg) et Mohamed Sofiane Belrakaâ (+100 kg).

Chez les dames, la direction technique nationale a décidé d'engager Hadjer Mecerrem (-48 kg), Faïza Aïssahine (-52 kg), Meriem Moussa (-52 kg), Yamina Halata (-57 kg), Amina Belkadi (-63 kg), Souad Belakehal (-70 kg), Kaouther Ouallal (-78 kg), Sonia Asselah (+78 kg) et Meroua Mammeri (+78 kg).

Une compétition qui revêt une importance capitale pour l'ensemble des judokas engagés, car considérée comme l'ultime chance de qualification aux Jeux Olympiques de Tokyo. Ce qui est également le cas pour les judokas algériens, car outre les titres continentaux qui seront mis en jeu dans les différentes catégories de

poids, ils viseront une qualification aux Olympiades nippones, particulièrement Belkadi Amina, Sonia Asselah et Abderrahmane Benamadi.

Avant de se rendre à Dakar, la sélection nationale avait transité par la Tunisie, où elle a effectué un stage de deux jours, pendant lequel elle a apporté les derniers réglages à sa préparation.

Les membres de la sélection nationale et leurs accompagnateurs ont également profité de leur présence en Tunisie pour effectuer des tests de dépistage (PCR), pour s'assurer qu'aucun d'entre eux n'a été infecté par le coronavirus avant l'entrée en compétition.

CONFÉDÉRATION AFRICAINE

DE FOOTBALL

Aucun Algérien à la tête des 9 commissions permanentes de la Caf

Le Comité exécutif de la Confédération africaine de football (Caf), dirigé par le président de l'instance continentale, le Sud-Africain Patrice Motsepe, a désigné, au cours d'une réunion tenue à Kigali (Rwanda), les présidents et vice-présidents des neuf commissions permanentes de la Caf, selon un communiqué publié mardi sur son site officiel.

Selon la liste dévoilée par l'instance, aucun représentant algérien ne figure à la tête de l'une des 9 commissions permanentes de la Caf.

Le Comité exécutif "a ratifié les décisions de nominations du comité d'urgence, prises sur proposition du Président", précise la même source. Pour rappel, le Sud-Africain Patrice Motsepe, unique candidat, avait été élu par acclamation à la tête de la Caf, le vendredi 12 mars dernier, lors de la 43^e assemblée générale de l'instance continentale, tenue à Rabat (Maroc).

Le propriétaire du club sud-africain de Mamelodi Sundowns a succédé au Malgache Ahmad Ahmad, suspendu de ses fonctions à l'été 2019, avant la fin de son mandat pour plusieurs violations éthiques, dont la "distribution de cadeaux" et le "détournement de fonds".

ANGLETERRE

Riyad Mahrez passeur face à Brighton

De retour dans le onze titulaire de Pep Guardiola qui a préféré lui donner du repos lors des dernières semaines, le capitaine des Verts, Riyad Mahrez, a délivré une nouvelle passe décisive en championnat malgré la défaite de City.

L'ancien de Leicester n'a pas attendu longtemps pour permettre à son équipe d'ouvrir le score, puisque dès la 2^e minute de jeu, Mahrez a envoyé un superbe centre enroulé au second poteau pour l'Allemand Gundogan qui a ouvert le score.

Malgré ce but et ce début de match en force de la part des Citizens, le club a concédé une défaite face à un adversaire qui joue le maintien et qui a surtout profité de l'infériorité numérique des coéquipiers de Mahrez suite à l'exclusion du latéral droit portugais Cancelo dès la huitième minute pour s'imposer 3-2.

Sur le plan personnel, ce n'est que la 5^e passe décisive en Premier League cette saison pour Mahrez auteur de 9 buts mais toutes compétitions confondues. L'Algérien compte 14 buts et 8 passes décisives en 46 matches.

ZERO DARK THIRTY



21h00



Pendant dix ans, les services secrets américains ont tout mis en œuvre pour retrouver le chef d'Al Qaida, commanditaire des attentats du 11-septembre 2001. Analyste à la CIA, Maya, la trentaine, rejoint au Pakistan une cellule d'agents, spécialistes des interrogatoires poussés de djihadistes. Sa ténacité à toute épreuve, sa connaissance du terrain et son intuition vont permettre, le 1er mai 2011, l'élimination d'Oussama Ben Laden.

JEUDI REPORTAGE



21h00



Sur les plages, dans les campings ou en club, plus de deux millions de Français passent leur été, tout nus et tout bronzés. Tous cherchent la tranquillité absolue, à l'abri des regards indiscrets, des eaux cristallines de la Corse aux canyons des Cévennes en passant par les sources d'eau chaudes des Pyrénées.

CASH INVESTIGATION



21h00



Des reportages à l'étranger, des enquêtes sur des phénomènes de société, des portraits et des carnets de route, restez au courant de l'actualité grâce aux enquêtes exclusives et découvrez des sujets poignants.

LA TÊTE HAUTE



21h00



Élevé par une mère totalement inadaptée, Malony a très jeune fréquenté les bureaux des juges pour enfants. Violence, vols, décrochage scolaire... l'ado à la dérive réussira-t-il à saisir la main que lui tendent une magistrate combative et un éducateur ?



LA SELECTION DU MIDI LIBRE

MARONI



21h00



Alors que les recherches pour retrouver son coéquipier Joseph Dialo se poursuivent en Guyane, Chloé doit rentrer à Saint-Pierre-et-Miquelon : sa mère, Gladys, qui commandait la brigade de gendarmerie, vient de se suicider. Chloé doit alors non seulement faire face à une communauté locale pour le moins hostile, mais aussi s'occuper de François, son frère déficient mental, avec qui elle entretient des relations complexes.

EUROVISION DEUXIÈME DEMI-FINALE



21h00



Lors de cette deuxième demi-finale, les téléspectateurs retrouvent Barbara Pravi, la représentante de la France avec sa chanson "Voilà", et peuvent voter pour choisir qui, selon eux, mérite d'accéder à la grande finale de l'Eurovision parmi 17 pays en lice. Au terme des prestations, seuls dix pays pourront se qualifier grâce au vote du public et d'un jury professionnel.

LE PRÉNOM



21h00



Vincent, sémillant agent immobilier doté de suffisamment de charme pour se faire pardonner son ego XXL, arrive chez sa sœur pour un traditionnel dîner entre amis. En pleine forme, d'humeur taquine, Vincent, qui va bientôt être papa, jette un froid lorsqu'il révèle le prénom choisi pour son fils. Les esprits s'échauffent...

HPI COCKTAIL MOLOTOV



21h00



Les enfants de Morgane sont en vacances. Enfin, elle va pouvoir savourer un peu de repos. Pourquoi pas en bord de mer, où l'appelle une nouvelle enquête. La scène de crime est pourtant loin d'être paradisiaque ; le corps d'Axel Maertens, directeur d'un club de kitesurf, a été traîné sur la plage par un char à voile et n'est pas beau à voir.

Web : www.lemidi-dz.com
MIDI
Quotidien national d'information *Libre*

Gérant : Reda Mehigueni
e-mail : direction@lemidi-dz.com

La rédaction
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard : 021.18.22.67
Rédaction : Tél-Fax : 023.18.22.67
Publicité : Tél-Fax : 023.18.22.67
publicite@lemidi-dz.com
Pour vos publicités s'adresser à l'ANEP
01, avenue Pasteur, Alger

Impression :
Centre : SIA Diffusion : Midi Libre
EURL Midi Libre
au capital social de 12.000.000 DA
Compte Bancaire :
SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16
Adresse : 12 rue Fouzia-Moulahe Rostomia Clairval Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

Fadjr	03:53
Dohr	12:44
Asr	16:34
Maghreb	19:55
Icha	21:29

ARRIVEE MASSIVE DE MIGRANTS A CEUTA

MADRID CONVOQUE L'AMBASSADRICE DU MAROC

La ministre espagnole des Affaires étrangères a convoqué mardi l'ambassadrice marocaine en Espagne, Karima Benyaich pour lui exprimer le "mécontentement" des autorités espagnoles après l'arrivée de près de 8.000 migrants dans l'enclave de Ceuta.

"Je lui ai rappelé que le contrôle des frontières a été et doit rester de la responsabilité partagée de l'Espagne et du Maroc", a déclaré Arancha Gonzalez Laya.

Face à la gravité de la situation, le Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, s'est rendu à Ceuta pour s'enquérir de la situation dans l'enclave, selon des images mises en ligne par le journal local. Il devait ensuite se rendre à Melilla, l'autre enclave espagnole située sur la côte méditerranéenne du Maroc. "Nous allons rétablir l'ordre dans (la) ville et à nos frontières le plus rapidement possible", avait-il déclaré plus tôt lors d'une brève allocution télévisée depuis Madrid.

Les relations entre Rabat et Madrid se sont tendues depuis l'arrivée en Espagne, le 18 avril, du président de la République sahraouie, Brahim Ghali pour y être soigné du Covid-19. La cheffe de la diplomatie espagnole qui a défendu la présence du chef d'Etat sahraoui a implicitement dénoncé le chantage exercé par le Maroc qui agite la menace de l'immigration clandestine pour faire pression sur l'Espagne dans le dossier sahraoui. "Je ne conçois pas que l'on puisse mettre en danger la vie de mineurs dans la mer comme nous l'avons vu ces dernières heures à Ceuta", que cela puisse être "une réponse à une action humanitaire (l'accueil du président sahraoui en Espagne)", a-t-elle affirmé. Cet afflux de migrants marocains a également suscité la réaction de la classe politique espagnole. Tout en condamnant le



flux migratoire partant du Maroc, plusieurs formations politiques ont appelé les autorités marocaines à assumer leurs responsabilités et agir vite et efficacement.

Le porte-parole de la Coalition Caballas, Mohamed Ali, a mis en garde contre la "gravité" de ce qui s'est passé et a annoncé qu'il serait à la disposition du gouvernement de Ceuta pour exiger que le gouvernement accorde la "plus grande attention" à Ceuta. "Notre terre ne devrait pas souffrir du différend de politique étrangère entre l'Espagne et le Maroc", a-t-il déclaré. La dirigeante du Mouvement pour la dignité et la citoyenneté "MDyC", Fatima Hamed, a qualifié ce qui vient de se produire de "drame", soulignant que la ville de Ceuta n'est pas prête à accueillir autant de monde et à faire face à un tel phéno-

mène. "Ceuta n'est pas préparée à des situations pareilles", a-t-elle déclaré sur son compte Twitter. De son côté, la section du parti Vox à Ceuta a sévèrement critiqué la passivité des autorités marocaines face à un tel drame, appelant le gouvernement à dépêcher "d'urgence l'armée et de la marine à la frontière avec le Maroc pour freiner la pression migratoire". Le président de Vox Ceuta, Juan Sergio Redondo, a rappelé que sa formation n'a jamais cessé de mettre en garde contre le "chantage du Maroc", rappelant que "l'Espagne devrait dénoncer le Maroc devant les instances internationales pour que le pays soit sanctionné économiquement et politiquement".

Condamnant l'afflux des migrants marocains, le chef du Parti populaire au niveau national, Pablo Casado a appelé le gou-

vernement espagnol "à garantir immédiatement l'intégrité des frontières et à coordonner avec le Maroc le retour des immigrants dans leur pays". Près de 8.000 migrants sont arrivés depuis lundi matin dans l'enclave de Ceuta, dont 4.000 ont été renvoyés au Maroc, selon les chiffres actualisés publiés mardi par le ministère espagnol de l'Intérieur. Le ministère a par ailleurs annoncé l'envoi de nouveaux renforts des forces de l'ordre sur place pour faire face à l'afflux massif et soudain de milliers de migrants en provenance du Maroc. 50 agents supplémentaires vont être déployés en plus des 200 déjà envoyés mardi tandis que 150 autres seront en stand-by, toujours dans le cadre de cette crise migratoire.

BILAN CORONA

204 nouveaux cas et 7 décès en 24 heures

L'Algérie a enregistré, mercredi 19 mai 2021, un léger recul du nombre des contaminations au coronavirus, mais le chiffre reste toutefois au-dessus des 200 sujets infectés lors des dernières 24 heures, selon le dernier bilan rendu public par le Comité scientifique de suivi de l'évolution de l'épidémie.

Selon le communiqué du comité scientifique, le nombre des nouvelles contaminations recensées sur les dernières 24 heures est de 204 nouveaux cas contre 208 cas enregistrés la veille.

Concernant les guérisons, le nouveau bilan fait état de 137 nouveaux patients rétablis de la maladie contre 133 au bilan d'hier.

Malheureusement l'Algérie déplore 7 nouveaux décès pour la même période, soit le même nombre de victimes que la veille. Ainsi, le total des cas confirmés de coronavirus s'élève à 125.893, celui des décès à 3.395 cas, alors que le nombre de patients guéris a atteint 87.614 cas.

AGRESSIONS SIONISTES EN PALESTINE

219 MORTS DONT 63 ENFANTS ET 1.530 BLESSÉS

Au moins 219 Palestiniens, dont 63 enfants ont été tués et 1.530 autres blessés dans les attaques sionistes en cours contre la bande de Ghaza, a annoncé hier, le ministère palestinien de la Santé dans un nouveau bilan. Dans un rapport, repris par l'agence palestinienne de presse Wafa, le département palestinien de la Santé a également fait état de 36 femmes et 16 personnes âgées, parmi les Palestiniens tués lors de la série de raids sionistes ciblant les civils. Selon l'Organisation des Nations unies (Onu) au moins, 52.000 Palestiniens ont été déplacés en raison des attaques israéliennes contre Ghaza, prenant refuge dans des écoles gérées par l'organisation dans l'enclave. Depuis le 13 avril dernier, la situation dans les territoires palestiniens a explosé à la suite des attaques brutales commises par la police de

l'occupation et les colons à Al Qods occupée, en particulier contre la mosquée Al-Aqsa et ses environs, et également le quartier Sheikh Jarrah. Deux millions de Palestiniens vivent dans la bande de Ghaza, - soumise à un blocus israélien punitif et paralysant pendant 12 ans -, outre des assauts répétés qui ont gravement endommagé une grande partie des infrastructures de l'enclave palestinienne qui reste un territoire occupé, n'ayant aucun contrôle sur ses frontières, ses eaux territoriales ou encore son espace aérien. Depuis le 13 avril dernier, la situation dans les territoires palestiniens a explosé à la suite des attaques brutales commises par la police de l'occupation et les colons à Al Qods occupée, en particulier contre la mosquée Al-Aqsa et ses environs, et le quartier Sheikh Jarrah.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

46 décès et 1.848 blessés en une semaine dans le pays

46 personnes sont décédées et 1.848 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la circulation survenus à travers le territoire national durant la période allant du 9 au 15 mai, a indiqué hier un bilan de la direction générale de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Oran avec 5 personnes décédées et 17 autres blessées suite à 32 accidents de la route, précise la même source. S'agissant des activités de lutte contre la propagation du Covid-19, les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 459 opérations de sensibilisation à travers le territoire national et 308 opérations de désinfections générales ayant touché l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés ainsi que des quartiers et ruelles à travers le pays.